



4 575 617 Québécois aux urnes

La météo pourrait perturber le vote

■ Une campagne électorale moins passionnée et le mauvais temps laissent présager un taux de participation inférieur à celui des quatre dernières élections.

GÉRALD LEBLANC

C'est en effet sous la pluie, la pluie verglaçante ou même la neige et la poudrière que 4 575 617 électeurs (1 675 535 de plus qu'en 81) seront appelés aujourd'hui à choisir entre Robert Bourassa et Pierre Marc Johnson, à élire le gouvernement qui dirigera le Québec pour les quatre prochaines années.

Les détenteurs de permis d'alcool ne peuvent vendre ou servir de boissons al-

cooliques entre 10 h et 20 h, les dix heures où seront ouverts, comme le stipule la loi, les 20 224 bureaux de votation disséminés à travers le Québec.

100 000 travailleurs

C'est toute une armée de travailleurs rémunérés par l'État qui verront à la bonne marche de l'appareil de votation. En plus du président d'élection de chaque comté, on retrouve en effet dans chaque « poll » cinq officiers d'élection: le scrutateur, le secrétaire du bureau, un représentant de chacun des deux partis ayant obtenu le plus de votes à l'élection précédente et un préposé à l'information et au maintien de l'ordre.

voir **MÉTÉO** en A 2

Autres informations, page A 8

Sous le regard amusé de sa mère Marie-Louise, Marc Olivier Johnson, neuf ans, informe son père, le premier ministre Pierre Marc Johnson, qu'il préférerait aller jouer là, derrière, dans une salle de jeux électroniques, plutôt que d'assister à un brunch d'adultes. La scène se passait à Montréal, hier. Pour sa part, le chef du Parti libéral, Robert Bourassa, a joué les babysitters pendant un bref instant, également à Montréal, en s'occupant de la petite Louise Paget.

photoslaser CP



André Viger, l'athlète de l'année au Québec

André Viger, marathonnier en fauteuil roulant, a été choisi hier l'athlète par excellence du Mérite sportif québécois, une distinction qui couronne une année de rêve pour l'athlète de 33 ans. Médaillé de bronze dans la compétition du 1 500 mètres aux Jeux olympiques de Los Angeles en 1984, Viger a plusieurs fleurons à sa couronne, dont celui de champion canadien dans sa catégorie, vainqueur du marathon de Montréal et recordman du monde du marathon d'Oita, au Japon. *Tabloid Sports*, pages 5, 10 et 15.

photo Robert Mailloux, LA PRESSE

AUJOURD'HUI

• PHILIPPINES

Accusé dans l'affaire de l'assassinat de l'opposant Benigno Aquino, le général philippin Fabian Ver est acquitté, de même que ses 25 co-accusés.

page C 11

• DES EXCUSES

Le gouvernement d'Israël présente ses excuses à Washington et reconnaît l'existence d'un réseau d'espionnage ayant œuvré aux États-Unis.

page C 11

• TRAVAIL

Il semble que le Québec aura connu en 1985 sa meilleure année en 11 ans au chapitre des relations de travail.

page C 1

• ATLANTIS

Deux astronautes de la navette Atlantis réussissent à nouveau à assembler une structure métallique dans l'espace, ouvrant la voie à l'éventuelle construction d'une station orbitale américaine dans les années 90.

page A 5

• ÉBRIÉTÉ

Les personnes qui prennent le volant en état d'ébriété s'exposeront, à compter de mercredi, à des peines plus sévères. L'amende minimum passera de \$50 à \$300 et la peine maximum sera de six mois de prison et une amende de \$2 000.

page A 9



photo Robert Mailloux, LA PRESSE

« Ottawa n'a pas à s'excuser pour avoir créé des emplois au Québec »

— BRIAN MULRONEY

■ « Le gouvernement progressiste-conservateur n'a pas d'excuses à offrir à qui que ce soit pour avoir créé des milliers d'emplois au Québec », a dit hier soir à Montréal le

MANON CORNELLIER

premier ministre du Canada, Brian Mulroney, alors qu'il s'adressait à 4 500 supporters réunis pour un souper-bénéfice à \$200 le couvert.

Faisant ainsi référence au dossier Hyundai, M. Mulroney réaffirmait ce qu'il répète depuis le début de la campagne électorale québécoise, c'est-à-dire que son gouvernement a respecté la plus stricte neutralité.

Le premier ministre s'est d'ailleurs engagé à coopérer avec le prochain gouvernement, quel que soit le parti qui l'emporte aujourd'hui. « Ce que nous visons, c'est le mieux-être de la fédération, dans l'intérêt du Québec comme des autres provinces », a-t-il ajouté.

Son discours essentiellement centré sur l'élection québécoise, les relations fédérales-provinciales et la relance économique a donné lieu à quelques mises au point vigoureuses de la part du premier ministre.

« Certains esprits obtus ont prétendu que si le nouveau gouvernement fédéral a traité avec courtoisie et civilité les autorités québécoises, c'est parce que le gouvernement pro-

gressiste-conservateur s'immisce dans l'élection actuelle », a poursuivi M. Mulroney, niant par la suite catégoriquement les accusations de partisanerie dont il a fait l'objet.

Sortant à peine d'une conférence des premiers ministres, M. Mulroney n'a pas manqué de parler des relations fédérales-provinciales et de la réconciliation nationale.

Selon lui, le Québec est la première province à bénéficier du nouveau climat de coopération entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Pour M. Mulroney, il reste maintenant au Québec à signer dignement l'accord consti-

voir **MULRONEY** en A 2

Le Téléthon des étoiles: \$2,3 millions

C'est plus de \$2,3 millions qui ont été recueillis au cours du week-end grâce au neuvième Téléthon des étoiles, somme qui servira à financer des projets de recherche portant sur les maladies infantiles. Cet argent sera versé à l'Hôpital Sainte-Justine, à l'Hôpital pour enfants de Montréal et au nouveau centre pédiatrique du Centre hospitalier de l'Université Laval. Le Téléthon des étoiles a pu être présenté grâce au travail de quelque 2 500 bénévoles, aux 400 artistes qui y ont participé et grâce aussi aux quatre animateurs, soit Pierre Lalonde, Danièle Ouimet, Don McGowan et Marguerite Corriveau.

page A 2



SOMMAIRE

Annonces classées	C 3 à C 8
Arts et spectacles	—
— Informations	B 6 à B 9
— Cinéma	B 11
Décès, naissances, etc.	C 8
Echecs	C 6
Economie	C 1, C 2
Êtes-vous observateur?	C 5
FEUILLETON	C 4
Horoscope	C 5
L'auto	B 1 à B 5
Le monde	C 11
Loterie - résultats	A 4
Météo	A 2
Mots croisés	C 7
« Mot mystère »	C 6
Quoi faire aujourd'hui	B 10
Tribune libre	A 7

TABLOID SPORTS	
Bandes dessinées	12-13
Mots croisés	18

MIAMI 179\$

Tarif minimum en vigueur du 4 janvier au 8 février 1986.
Pour les autres conditions, consultez votre agent de voyages ou Air Canada au 931-4411. Mentionnez le DRF 13009.



SAQ: importants progrès mais pas de règlement en vue

■ D'importants progrès ont été enregistrés, hier, dans les négociations entre les représentants de la Société des alcools du Québec et ceux de ses 2700 commis et employés de bureau. Mais un règlement n'est pas imminent pour autant.

MARIO FONTAINE

« Presque toutes les clauses normatives sont réglées. Il reste encore quelques détails à voir. On commence maintenant à s'occuper du monétaire », a déclaré en milieu de soirée hier le médiateur spécial nommé par Québec dans ce conflit, Jean-Roch Boivin.

L'une des pierres d'achoppement à une entente, le sort des employés temporaires — ils forment plus de la moitié de la main-d'œuvre — n'avait pas encore fait l'objet d'une entente entre les parties. Mais « l'essentiel est réglé », de préciser M. Boivin. Il s'agit là d'un enjeu majeur dans ce conflit, au moment où le gouvernement songe à privatiser la société.

Du côté syndical, on semblait toutefois beaucoup moins optimiste. « Les affaires se gâtent », affirmait quelques minutes plus tard le président de ce syndicat

affilié à la CSN, Ronald Asselin. Lui aussi croyait un accord possible avec la SAQ sur les points à incidence normative, mais, de souligner M. Asselin, les propositions patronales sur les clauses qui restent ne correspondent pas aux exigences des syndiqués.

Pessimisme

« J'ai l'impression qu'on va régler ça avec un nouveau gouvernement », déclare le porte-parole de grévistes. Il semblait pourtant davantage optimiste plus tôt dans la journée, et n'écarterait pas alors la possibilité d'une entente de principe sur l'ensemble de la convention collective dès cette nuit. M. Asselin se dit prêt à négocier aussi longtemps qu'il le faudra, mais ne paraît pas croire en un règlement imminent.

Les employés de la SAQ sont sortis des magasins le même jour où le beaujolais y entrerait, vendredi il y a dix jours. Leur convention collective est échue depuis décembre 1984. Quelques succursales ont pu ouvrir de façon épisodique depuis leur débrayage; on a en outre assisté à un fort achalandage des débits d'alcools d'Ontario et du Nouveau-Brunswick situés à proximité de la frontière québécoise.

LE TÉLÉTHON DES ÉTOILES



Impressionnants, tous ces dollars issus de la générosité du public. Le montant recueilli augmente sensiblement chaque année depuis 9 ans. photos Robert Mailloux, LA PRESSE

On se surpasse une fois de plus

■ Le neuvième Téléthon des étoiles diffusé ce week-end au réseau CTV au profit de la recherche sur les maladies infantiles.

CAROLE THIBAUDEAU

les a rapporté \$2 305 564. Peu après le décompte final, quand les ballons sont descendus sur la salle comble du gymnase du Centre Pierre-Charbonneau, hier soir à 18 heures, la jeune Sylvie Séguin, 17 ans, rayonnait de satisfaction, bien carrée dans sa chaise roulante.

« Ça sert à quelque chose la recherche », explique-t-elle avec conviction. À l'âge de cinq ans, on croyait que je ne marcherais plus jamais. Mais grâce aux nouvelles découvertes, on m'a opérée il y a deux ans et je peux maintenant me tenir debout. Peut-être qu'un jour je réussirai à marcher. »

Sylvie s'est levée à 7 heures samedi et n'avait toujours pas fermé l'oeil hier après 35 heures de veille dont les 22 heures du téléthon. Elle est descendue de Lachute, où elle habite, avec son père et une amie. À son arrivée samedi soir, elle a fièrement déposé un chèque de \$1 633, un somme qu'elle a recueillie elle-même en jouant de l'orgue au centre commercial de Lachute et en organisant un spectacle à sa polyvalente. « En tout, j'ai joué de l'orgue pendant 15 heures, réparties sur trois jours », relate-t-elle.

La famille Séguin compte 4 enfants. Sylvie et son jeune frère de 13 ans sont atteints de la maladie de Werning-Hoffman, qui ressemble à la dystrophie musculaire. Le père et la fille comptent bien assister au dixième téléthon, l'année prochaine.

Environ 60 p. cent du montant provient directement des dons envoyés par les téléspectateurs, a indiqué un des responsables Michel Lécuyer. Le reste des fonds



Après la pluie de ballons, Pierre Lalonde se réjouit avec une jeune spectatrice.

a été récolté à l'occasion de divers événements spéciaux organisés au cours de l'année.

Un gros compte

L'argent sera réparti entre trois centres de recherche: l'Hôpital Sainte-Justine, le l'Hôpital pour enfants de Montréal et le nouveau centre pédiatrique du CHUL (Centre hospitalier de

l'université Laval). « Il faut simplement déduire quelques petits comptes, comme celui de \$40 000 pour la location des 400 téléphones occupés par autant de bénévoles », explique Pierre Lefebvre, responsable des communications. Selon M. Lefebvre, les entrées d'argent sont heureusement très fidèles. « L'an dernier, sur \$2 185 000, il n'a man-



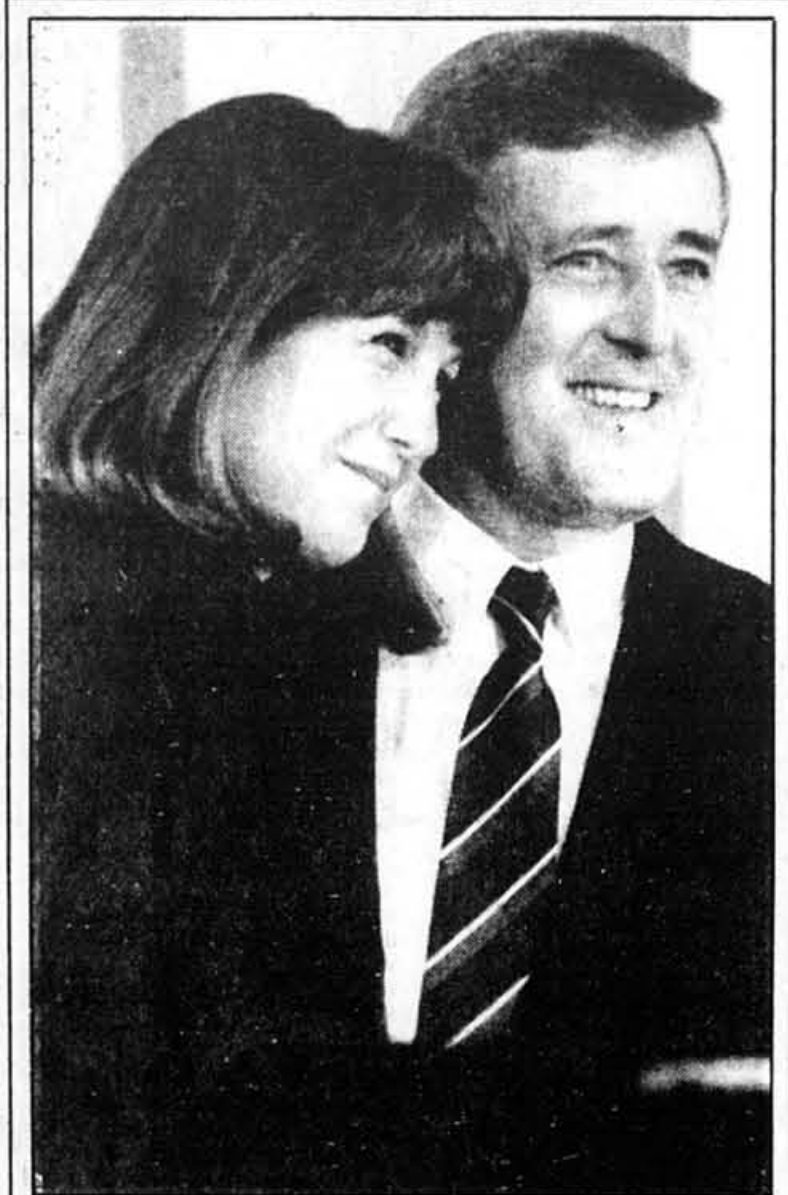
Danièle Ouimet, radiuse après les 22 heures de téléthon.

qué que \$7 000, environ 0,3 p. cent », rapporte-t-il.

Une groupe de 5 téléphonistes des collègues de travail dans une grosse banque de la métropole, s'attardaient après la clôture pour prendre les appels des retardataires. « J'aime mieux donner du temps que de l'argent, relate l'un d'eux, Guy Pellerin. C'est une contribution plus personnelle. »

Sa voisine, Ginette Gougeon, trouve que c'est bien peu, donne une journée, comparé aux bienfaits que cela peut apporter. « Qui sait si ce n'est pas pour nos futurs enfants que nous faisons ça », a-t-elle fait remarquer.

2 500 bénévoles ont travaillé au Téléthon des étoiles, sans compter plus de 400 artistes et les animateurs: Danièle Ouimet, Pierre Lalonde, Don McGowan et Marguerite Corriveau. Il faudra attendre plus d'un mois avant de connaître le bilan final du téléthon: le temps de réunir les montants recueillis par les 60 centres régionaux et la dizaine de clubs de service.



Le premier ministre était accompagné de sa femme Mila, hier soir, lors du souper-bénéfice monstre tenu au Palais des congrès. photo Armand Troitier, LA PRESSE

MULRONEY

SUITE DE LA PAGE A 1

tutionnel de 1982 qui demeurera incomplet sans sa signature.

« Mais passer deux jours à défendre les positions fédérales en tentant de les harmoniser avec les intérêts des provinces n'est pas toujours facile, a-t-il admis, mais c'est beaucoup mieux que de ne pas discuter. »

Pssant sous silence le différend qui persiste au sujet de la réduction prochaine des transferts fiscaux aux provinces, il a soutenu que son gouvernement avait réussi à réduire les dépen-

ses fédérales sans toucher aux transferts relatifs aux services sociaux.

Devant la presque totalité des députés et ministres conservateurs du Québec, le premier ministre a fortement insisté sur le retour de M. Marcel Masse au cabinet, comme ministre des Communications. Il a même qualifié l'assermentation de ce dernier de moment de joie inoubliable.

Devant ce public partisan, il s'est plu à énumérer les statistiques économiques et à rappeler les réalisations de son gouvernement à ce chapitre.

Évadé d'Archambault

■ Fernand Cherrier, 24 ans, détenu de l'Institut Archambault, s'est évadé samedi soir et sa disparition a été constatée à 22h40. Le prévenu a une taille de 1m64, son poids est de 56 kilos, il a les yeux et les cheveux bruns. Il était incarcéré depuis un peu plus de deux mois pour des affaires de vol à main et de vols par effraction.

La Quotidienne	à trois chiffres	à quatre chiffres
	Tirage de samedi	016

LA MÉTÉO

Lundi 2 décembre 1985
AUJOURD'HUI: Min.: 2° Max.: 3°
PLUIE SE CHANGEANT EN NEIGE
DEMAIN: DÉGÈLAGE ET VENTUX



Québec		
	Min.	Max.
Abitibi	-7	-6
Chaudières	-2	4
Laurentides	-4	-2
Cantons de l'Est	3	6
Mauricie	1	4
Québec	-2	2
La-Saint-Jean	-4	0
Rimouski	2	4
Gaspésie	2	4
Bas-Charbonneau	-6	-2
Saguenay	-6	-2

États-Unis		
	Min.	Max.
Boston	-2	0
Buffalo	1	3
Chicago	-1	2
Miami	21	31
New York	2	6

les capitales		
	Min.	Max.
Amsterdam	1	8
Athènes	8	17
Accra	20	21
Berlin	4	7
Bruxelles	6	14
Buenos Aires	20	26
Copenhague	-5	0
Genève	3	11
Hong Kong	17	22
La Caire	15	24
Liège	11	17
Londres	11	15

MÉTÉO

SUITE DE LA PAGE A 1

En tout, près de 100 000 travailleurs qui grugeront environ 60 p. cent des \$25 millions que l'État déboursa pour la tenue de cette élection.

Ceci ne comprend pas les représentants des tiers partis, qui peuvent prendre place à la table du bureau de votation sans cependant avoir droit à la rémunération versée par l'État. Ceci ne comprend pas non plus les armées respectives des partis politiques, entre 30 000 et 50 000 organisateurs chacun pour le PQ et le PLQ.

Faire sortir le vote

Il faut faire sortir le vote et, par tradition, les Québécois votent en plus grand nombre que les Ontariens ou les Canadiens en général.

Lors des quatre dernières élections et lors du référendum de 1980, les Québécois ont maintenu un taux de plus de 80 p. cent de participation: 84 p. cent en 70, 80 p. cent en 73, 85 p. cent en 76, 83 p. cent en 81, et 85,61 p. cent au référendum. Par comparaison, le taux de participation a varié de 58 à 67 p. cent en Ontario et de 69 à 76 p. cent au fédéral lors des quatre derniers scrutins généraux.

Mais les choses pourraient changer cette fois-ci. En raison de la température d'abord. Même si « leur pays c'est l'hiver », les Québécois ne sont pas habitués à voter dans la neige. Il n'y a eu que trois élections générales en hiver: le 2 décembre en

1881, le 7 décembre en 1900 et le 5 février en 1923. Il n'y a aucun précédent, au Québec ou au Canada, d'une élection retardée à cause du mauvais temps.

La loi électorale est muette à cet égard, précisant uniquement que les bureaux de votation doivent être ouverts pendant 10 heures. C'est en raison de cette clause que le directeur général des élections, Pierre F. Côté, a prolongé la durée du vote par anticipation, la semaine dernière, après qu'une panne d'électricité eut perturbé le vote en Estrie.

Et si le pire arrivait?

Fera-t-il la même chose aujourd'hui si le verglas entraîne une panne dans l'une ou l'autre région du Québec? Faudra-t-il alors retarder la promulgation des résultats jusqu'à ce que cette région ait eu le temps de voter?

M. Côté a déclaré hier à LA PRESSE que toutes ces hypothèses avaient été envisagées avec ses conseillers. « Nous avons eu une conférence téléphonique avec les 122 présidents d'élection, nous sommes en contact avec la Sûreté du Québec et avec les deux grands partis (le PQ et le PLQ). Aucune décision ne sera prise sans consultation avec MM. Bourassa et Johnson. »

Le directeur général ajoute toutefois qu'il faudrait vraiment une situation grave pour déroger à la pratique ordinaire. « Nous sommes habitués à l'hiver et ce n'est pas cinq centimètres de neige qui nous empêcheront de fonctionner. »

Mais il n'écarter pas la possibilité qu'une panne d'électricité

causée par le verglas dans l'une ou l'autre région puisse retarder la promulgation des résultats généraux de l'élection. « Tout dépendra de l'ampleur de la panne, de sa durée et son étendue sur le territoire. Il faudra alors prendre une décision après consultation avec les intéressés. Ce n'est pas facile car il n'y a aucun précédent dans notre histoire. »

Participation

Sans provoquer de crise majeure, le mauvais temps aura cependant un effet sur le taux de participation, particulièrement dans certaines régions ou chez certaines catégories d'électeurs, comme les personnes âgées ou les handicapés.

Un autre facteur qui pourrait diminuer l'ardeur des électeurs se trouve dans la nouvelle situation politique du Québec. Les grands débats linguistiques et nationalistes ont fait place à une lutte plus typiquement nord-américaine de deux grands partis, assez proches sur les grandes orientations, qui sollicitent la confiance des électeurs. On est loin de la grande polarisation fédéraliste-Indépendantiste qui ne laissait personne indifférent, qui poussait chaque électeur à faire triompher sa cause, sa religion.

Les sondages ont d'ailleurs indiqué clairement que la campagne a suscité cette année moins d'intérêt que d'habitude. Il se pourrait bien que ce manque d'intérêt se reflète dans le taux de participation.

Un troisième facteur pourrait jouer contre un fort taux de vote. Depuis trois semaines, les son-

dages indiquent avec une rare unanimité que les libéraux de Robert Bourassa voguent vers la victoire. Une partie du suspense et peut-être de l'incitation à aller voter s'en trouve perdue.

Reste l'imprévisible comportement des indécis ou des « discrets » (on parle aussi des volatiles ou des influçables) comme les experts se plaisent à nommer les quelque 20 p. cent des électeurs qui ne savent pas ou ne disent pas pour qui ils voteront. Iront-ils majoritairement au PLQ comme dans les dernières élections? Se rangeront-ils du côté du chef le plus populaire, en l'occurrence Pierre Marc Johnson? Une bonne trentaine de comités dépendent de la réponse de ces « discrets ».

Reste aussi les comités à surveiller. À Montréal, tous les yeux sont braqués sur Bertrand, où Robert Bourassa faisait encore campagne hier et sur Saint-Louis où Harry Blank veut démontrer que les libéraux ont eu tort de l'expulser de leurs rangs. À Québec, c'est la longueur de la mémoire des fonctionnaires qui déterminera si les péquistes seront pardonnés ou punis de la coupure de salaires imposée en 1982. Ailleurs, c'est le sort des comités péquistes délaissés par des « orthodoxes » comme Parizeau, Laurin, Paquette et de Bellefeuille qui fait mystère.

Une chose est certaine: c'est dans l'est de Montréal que se fera la victoire: à l'école polyvalente Anjou pour les péquistes de Pierre Marc Johnson ou au Centre Pierre-Charbonneau pour les libéraux de Robert Bourassa.

Sept morts accidentelles durant le week-end

■ Au moins sept personnes ont perdu la vie de façon accidentelle ce week-end au Québec.

Michel Ferland, âgé de 30 ans, de Bernières, est décédé samedi vers minuit lorsque son automobile a heurté de plein fouet un poteau d'Hydro-Québec à Saint-Étienne-de-Lauzon.

Un militaire de Valcartier, résidant de Beauceville, est mort dans une collision frontale entre trois véhicules, survenue vers deux heures, dans la nuit de samedi sur la route 204, près de Saint-Georges-de-Beauce. La victime est Michel Gagné, âgé de 20 ans.

Une femme a perdu la vie samedi matin dans un accident survenu à Saint-Ferréol-les-Neiges dans le comté de Charlevoix. Lucille Brunelle-Masse, 52 ans, de Saint-Ferréol-les-Neiges, a perdu la maîtrise de son véhicule sur la route 360 et heurté un poteau.

Une personne a brûlé vive dans son automobile à la suite d'un dérapage survenu vers quatre heures, dans la nuit de samedi, sur la route 122 à Saint-Edmond-de-Grantham près de Drummondville. On ignore son identité.

Un adolescent a été atteint mortellement d'un projectile d'arme à feu à Saint-Philémon, dans la circonscription de Bellechasse. La victime est Jean-Paul Deguise, 14 ans. La tragédie est survenue samedi chez un ami.

Vers 3 heures dans la nuit de samedi, un jeune homme de 20 ans, Donald Carrière, de Ottawa, a été happé par un véhicule alors qu'il circulait sur la route Principale à Grenville.

Une femme de 35 ans, Carmen Mondoux, d'Aylmer, a perdu la vie samedi vers 20 heures après avoir perdu le contrôle de son véhicule sur la route 148 à Luskville, dans le comté de Pontiac.

— Presse canadienne

Blessés après une chasse à l'homme

■ SHERBROOKE — Une chasse à l'homme qui s'est poursuivie hier sur plus de 35 kilomètres de route dans la région de Magog s'est terminée par un accident au cours duquel un individu de 24 ans, recherché par la police pour plusieurs délits, et sa jeune amie de 18 ans ont été gravement blessés.

En liberté illégale, Marcel Proulx filait à 160 km/heure sur l'autoroute des Cantons de l'Est et a été pris en chasse par des policiers de la Sûreté du Québec qui terminaient une opération radar destinée à réduire les accidents sur les routes de l'Estrie.

La camionnette du fuyard a quitté l'autoroute et a dérapé et capoté dans une courbe. La compagnie de Marcel Proulx, que les policiers n'ont identifié qu'après l'accident, a été éjectée du véhicule.

— PC

Les otages s'en sortent sains et saufs



La maison de Mme Saint-Jacques, située au 6623 rue Christophe-Colomb, a été assiégée pendant près de trois heures hier matin, mais l'escouade tactique n'a finalement trouvé aucun suspect.

photo Robert Mailloux, LA PRESSE

Une employée du Café-Campus et son fils enlevés pour la recette

■ Plus de peur que de mal hier dans l'histoire de la double prise d'otages dont Louise Saint-Jacques, secrétaire administrative du Café-Campus et de son fils Hugues Savoie, ont été les victimes. La mère et le fils de 15 ans ont été séquestrés dans leur propre domicile vers une heure par deux cagouleurs, au 6623 rue Christophe-Colomb.

CAROLE THIBAUDEAU

Réunis sains et saufs dans l'après-midi au poste 43 de la police de la CUM, tous deux ont fait leur déposition avant d'aller prendre un repos bien mérité. Quant aux suspects, ils courent toujours, mais ils ont manqué leur coup: ils projetaient de dévaliser le coffre-fort du Campus, situé au 3315 rue Queen Mary.

Rentré à la maison peu après une heure dimanche matin, Hugues a trouvé sa chambre dans un spectaculaire désordre. En changeant de pièce pour de-

mander des explications à sa mère, il a été arrêté par deux hommes entrés par effraction et portant une cagoule.

Sous la menace du couteau, les deux victimes ont été menottées et amenées au sous-sol, où on les a attachées à une colonne de métal.

Les deux cagouleurs, qui convoitaient les recettes du Café-Campus, ont voulu connaître le combinaison du coffre-fort de l'établissement, que leur otage leur a donnée.

Vers 4 heures, les suspects ont quitté le domicile en emmenant Mme Saint-Jacques, qui avait les yeux bandés. Ils allaient «faire la place», selon leur propre expression, c'est-à-dire dévaliser le bar-restaurant de la rue Queen Mary. Ils ont prétendu qu'ils laissaient deux complices dans la maison pour garder le jeune Savoie, chose qui ne s'est pas vérifiée. Quand l'adolescent a réussi à se défaire de ses menottes, grâce à un jeu de dards qui se trouvait là, il a pu

fuir par une porte arrière sans que personne ne l'en empêche, à 10 h 52. Peu après, l'escouade tactique, qui était déjà sur les lieux prévenue par Mme Saint-Jacques, a investi la maison sans y trouver trace des supposés complices.

Auparavant, arrivés au Café-Campus, les deux individus avaient dû attendre que les derniers clients se dispersent. On n'a pu savoir si Mme Saint-Jacques leur a donné une fausse combinaison ou si les malfaiteurs ont simplement manqué d'adresse. Toujours est-il qu'ils n'ont pas réussi à ouvrir le coffre, bien qu'ils aient aussi essayé avec des outils.

Ils ont ensuite abandonné leur otage à une certaine distance de là, près du 575 rue Glen, à Mont-Royal, lui enjoignant d'attendre au moins cinq minutes avant d'enlever le bandage qui lui cachait la vue. C'est donc vers 9 h 15, une quarantaine de minutes avant que son fils n'ait réussi à s'enfuir du logement fami-

liai, que Mme Saint-Jacques communiquait avec la police.

État de siège

Les policiers des postes 31 et 43 ont rapidement assiégé le domicile des Saint-Jacques. L'escouade tactique était sur les lieux vers 9 h 30. Une dizaine de véhicules de police ont bloqué la rue Christophe-Colomb entre Beaubien et Saint-Zotique, environ jusqu'à midi, le temps que se poursuivent les fouilles méthodiques du logement, sous les yeux attentifs des badauds.

Les voisins vivant à l'étage au-dessus des victimes ont été évacués au troisième plancher de cet édifice de trois étages. «On les a fait passer par l'escalier intérieur, car l'escalier extérieur était dans notre ligne de tir», a expliqué le sergent de Larochelle, qui était sur les lieux. Les deux maisons contiguës ont également été évacuées.

Les sergents-détectives Guillemette et Rochon ont été chargés de l'enquête.

Voie maritime: la réouverture pourrait tarder

■ L'ouverture de la Voie maritime, paralysée depuis vendredi dernier à hauteur du pont-levis de Saint-Louis-de-Gonzague, pourrait bien être encore retardée si les conditions climatiques nuisent aux travaux de consolidation de la structure.

La porte parole de la Voie maritime, M. Richard Juteau, espérait encore hier après-midi que la navigation reprendrait son cours nor-

mal dès aujourd'hui. Mais on craignait hier soir que la pluie verglaçante soit trop dangereuse pour que les ouvriers poursuivent leur délicat travail.

Hier, les hommes ont installé hier quatre collets d'acier et ont apposé des poutrelles de 25 mètres pour soutenir la tour sud, sans quoi elle aurait pu plier comme un arc sous l'effet de multiples pressions. Le cargo a également

été attaché à la structure fixe du pont.

Plus de 50 navires sont maintenant bloqués de chaque côté du pont. La saison de navigation, qui se termine normalement vers la mi-décembre, sera pour cette fois prolongée jusqu'à la fin du mois.

L'accident est survenu lorsque le cargo Jala Godavari, d'origine indienne, a heurté la partie fixe du pont-levis.

LES HÔPITAUX ONT CONSTAMMENT BESOIN DE RENOUELER LEUR STOCK SANGUIN À 65 ans, Maurice Gravel a donné 137 fois de son sang

■ C'était un soir de 1938.

Maurice Gravel, 18 ans, assistait à une réunion de Chevaliers de Colomb. Quelqu'un arrive: «J'ai reçu un appel de l'hôpital Sacré-Coeur, on a besoin de six donneurs de sang tout de suite!»

PAUL ROY

«C'était une transfusion de personne à personne, relate-t-il. Il y avait une femme étendue sur un lit, et moi, j'étais sur un autre lit à côté. Un rideau nous séparait.»

Vendredi, Maurice Gravel, 65 ans, est retourné donner du sang au centre de la Croix-Rouge, situé au 3131 est, rue Sherbrooke. Mais cette fois il avait l'habitude: c'était sa 137^e visite.

«J'y allais tous les trois mois depuis plusieurs années, mais depuis un an et demi, je peux y aller tous les mois parce que j'ai commencé à donner du plasma — le plasma se reconstitue plus rapidement que le sang. J'inscris d'avance les dates dans mon agenda. Tiens, j'y retourne le 7 janvier.»

M. Gravel, qui faisait dans le commerce du vin avant de prendre sa retraite, en 1981, a versé quelque 70 litres de sang à la Croix-Rouge depuis 40 ans, 14 fois

son propre volume sanguin. Ou pas loin de 100 bouteilles de Borden.

«C'est beaucoup de sang!», admet-il. Mais son fils Pierre, qui est ingénieur, a bien l'intention de le battre. «Il a déjà 50 dons et il n'a que 37 ans...»

Les vieilles Anglaises

C'est au retour de la guerre que M. Gravel est devenu un habitué des collectes de sang. C'est là qu'il a attrapé la piqure, si on peut dire.

«J'ai été blessé en Angleterre: je suis passé sur une mine en Jeep et je me suis retrouvé à l'hôpital, dans le plâtre des pieds à la tête. Or, il y avait ces vieilles Anglaises de la Croix-Rouge qui venaient nous visiter, nous apportaient des pommes, des cigarettes, qui écrivaient pour nous à nos parents.»

«Quand je suis rentré au pays, je me suis dit qu'il fallait que je remette ça à la Croix-Rouge.»

À cette époque, se souvient-il, ce n'était pas organisé comme aujourd'hui. Et les gens qui recevaient du sang devaient déboursier quelque \$25 par bouteille (aujourd'hui ce sont des sacs).

Un jour, une femme vient trouver M. Gravel. Son mari vient de mourir et elle doit 25 bouteilles de sang. Elle est sans le sou.

«C'était bien simple, je me suis engagé à trouver 25 donneurs et on a payé le sang... avec du sang.»

Mercredi, M. Gravel et trois autres donneurs «centenaires», MM. Roger Lacombe, Paul H. Gosselin et Roger Lelièvre, vont recevoir leur carte or de la Croix-Rouge au cours d'une cérémonie qui aura lieu au 3131 est, rue Sherbrooke.

Usine de globules rouges

Selon le directeur de la Croix-Rouge au Québec, le docteur Raymond Guévin, il ne faut pas avoir peur de donner du sang. L'usine de fabrication de globules blancs ou rouges que nous avons en nous fonctionne à un dixième de sa capacité.

«L'organisme humain possède de très grandes réserves, on peut donner du sang et continuer de fonctionner tout à fait adéquatement pour les activités normales», affirme-t-il.

Pourtant, les hôpitaux québécois viennent bien près de manquer de sang, à l'occasion. «Jusqu'à il y a cinq ou six ans, relate le docteur Guévin, on avait toujours un coussin. Mais ce n'est plus le cas maintenant. Et quand coussin il y a, il est très mince.»

«C'est un peu à la mode de dire ça, mais nous aussi nous n'avons plus de marge de manoeuvre.»

Cela s'explique: les activités chirurgicales des hôpitaux sont plus poussées maintenant et on a plus souvent recours à des transplantations et autres chirurgies majeures. Alors que le nombre de donneurs (encore entre deux et trois hommes pour une femme), lui, plafonne.

Comment une greffe cœur-poumons comme celle qu'a subie la semaine dernière à Toronto la Montréalaise Diane Hébert a-t-elle nécessité de sang? Le docteur Guévin n'est pas en mesure de répondre. Mais il souligne qu'une «simple» transplantation de foie nécessite entre 40 et 45 sacs (d'un demi-litre). Juste pour l'opération.

Au Québec, on consomme quelque 250 000 sacs de sang annuellement. Et on compte sur environ 100 000 donneurs réguliers comme M. Gravel.

Vous voulez essayer ça? C'est possible aujourd'hui: des collectes spéciales se tiendront aux stations de métro Jarry et Berri-de-Montigny entre 10 heures et 15 h 30.

M. Gravel, qui mène de front plusieurs activités bénévoles, notamment auprès des personnes âgées, se prend à rêver: «Si on pouvait inciter juste 200 personnes à devenir des donneurs réguliers...»

Ambulances: c'est réglé à Laval et Montréal

■ L'entente de principe qui était intervenue il y a un mois entre les 750 techniciens-ambulanciers de Montréal et de Laval et leur sept employeurs a finalement été signée la nuit dernière, ce qui a mis un terme à leurs moyens de pression.

Il n'est donc plus question de grève tournante. La première d'entre elle devait commencer à minuit hier, mais les parties (le Rassemblement des employés techniciens-ambulanciers d'un côté, sept employeurs possédant une vingtaine d'entreprises de l'autre) convenaient de parapher l'entente sur le coup de deux heures du matin.

Celle-ci reprend l'essentiel du rapport de la Commission Marois, créée il y a près d'un an pour procéder notamment à des recommandations sur les salaires, la garantie de travail et la formation professionnelle.

Si les Montréalais et les Lavallois peuvent se sentir rassurés, les Jeux ne sont pas encore faits toutefois sur la Rive-Sud et au nord de la rivière des Mille-Iles. Les négociations entre les 225 techniciens-ambulanciers de ces deux régions et les compagnies reprennent demain. Ces travailleurs réclament grosso modo une uniformisation de leurs salaires et conditions de travail sur ceux de Montréal.

Adolescent tué lors d'une partie de chasse

■ QUÉBEC — Un adolescent de 14 ans a connu une fin tragique, samedi après-midi, à Saint-Philémon-de-Bellechasse, lorsqu'il s'est tiré une balle de calibre .22 dans l'abdomen, en manipulant la carabine d'un ami de son âge, qui l'accompagnait à une partie de chasse.

Le malheureux accident est survenu un peu avant la brumante, vers 16 heures, alors que les deux adolescents s'approprièrent à sortir du bois, à quelque 1 500 mètres de la route principale de Saint-Philémon.

«La victime, Jean-Paul Deguise, aurait demandé à son compagnon de lui prêter la carabine», a indiqué un policier de la Sûreté du Québec du poste de Saint-Camille, village voisin de Saint-Philémon, appelé à se rendre sur les lieux du drame samedi.

Jean-Paul Deguise était déjà armé d'un fusil de calibre .12, lorsqu'il s'est emparé de la carabine chargée.

À la suite d'une fausse manoeuvre du jeune homme, qui avait une main occupée par le fusil, le canon de la carabine s'est retrouvé appuyé contre son abdomen et la balle est partie sans avertissement, lui infligeant une blessure mortelle.

Les policiers de la Sûreté du Québec sont arrivés sur place au bout d'une dizaine de minutes, mais il était déjà trop tard pour la victime.

— Presse canadienne



Maurice Gravel: 70 litres de sang. photo Bernard Brault, LA PRESSE

Atlantis: seconde sortie réussie des «charpentiers de l'espace»

HOUSTON — Deux des sept astronautes de la navette américaine Atlantis ont nouveau érigé une structure de près de 15 mètres dans la soute du véhicule spatial, hier, et puis l'un des deux ouvriers de l'espace a mis le bras télé-manipulateur à contribution pour compléter le prototype de la future station orbitale américaine.

«Je crois que je vais toucher un salaire de charpentier pour cette réussite», s'est écrié l'astronaute Jerry Ross au moment où il se trouvait perché au sommet de la structure se dressant hors de la soute d'Atlantis.

Jerry Ross et Sherwood Spring, préparant la voie à la construction de la station orbitale américaine dans les années 90, ont commencé leur deuxième sortie dans l'espace plus tôt que prévu et ont travaillé dans l'apesanteur comme s'ils étaient des charpentiers cosmiques depuis des années.

«Ça alors, je me sens chez moi ici», a dit Ross, c'est vraiment bien.

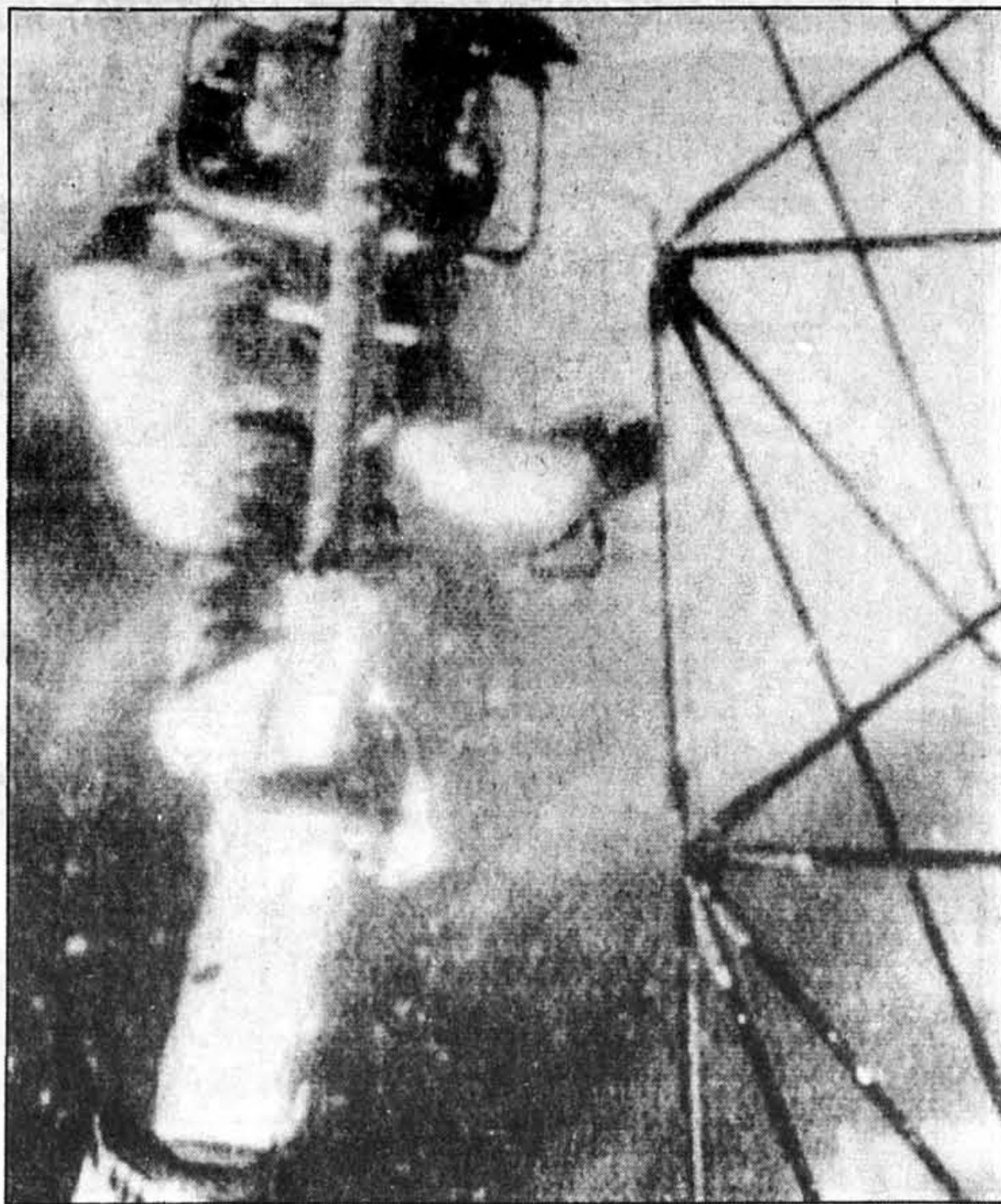
Le seul problème survenu lors de la sortie des astronautes consistait en un bruit de fond intermittent dans le casque de Ross, bruit apparemment causé par une interférence radio en provenance de la Terre, à plus de 350 km de là.

Répétant l'exploit d'ériger deux structures métalliques dans l'espace réalisé vendredi dernier, Jerry Ross et Sherwood Spring étaient sortis du sas de la navette à 15h19, hier, pour simuler, au cours de quatre orbites autour de la Terre, plusieurs tâches qui seront nécessaires à l'élaboration de la station orbitale programmée par la NASA à l'horizon 92.

Cette fois-ci, les deux charpentiers de l'espace après avoir remonté la tour triangulaire ACCESS (Assembly Concept for Construction of Erectable Space Structures) de 13,2 mètres de hauteur, ont simulé, à son sommet, une réparation de certains des barreaux en aluminium de la structure.

Bras robot

Pour réussir cette opération, Ross, plutôt que de grimper sur les poutres — comme il l'avait fait vendredi sur la seconde structure (EASEA, Experimental Assembly of Structures in Extravehicular Activity) et travailler sans point d'appui — s'est calé sur une palette à l'extrémité du bras robot long de 15 mètres.



Monté sur la palette fixée au bout du bras robot, l'astronaute Jerry Ross complète l'assemblage de la structure métallique qui préfigure la station orbitale américaine, dont la construction est prévue pour les années 90.

Ainsi perché, l'astronaute est déplacé avec une extrême précaution par Mary Cleave qui télécommande du pont arrière de la cabine de pilotage et avec qui il échange constamment des informations, comme le feraient des ouvriers avec un grutier.

Pour la première fois, ce bras télémanipulateur devait être opé-

ré à une vitesse deux fois supérieure à celle — très lente — des vols précédents.

De spectaculaires images de télévision ont permis de voir Jerry Ross opérant à la manière des fameux «High Iron Men», les ouvriers indiens de New York qui, insensibles au vertige, montent les charpentes métalliques des

gratte-ciels. Avec la Terre en toile de fond avec ses océans et ses nuages, on pouvait observer Ross au sommet du bras robot travaillant sur la charpente ACCESS alors que le vaisseau spatial tournait à 28 000 kmh, à 370 km d'altitude au-dessus de la planète.

— d'après AFP et UPI

Le Canada des autres

Michel Vastel



L'autre libéral ...

OTTAWA — Alors que le bleu domine la carte électorale fédérale, les observateurs se demandent si le rouge des libéraux va s'étendre à l'est de l'Ontario, et l'orange des néo-démocrates à l'ouest du Manitoba.

En attendant 20 h ce soir, j'ai passé une bonne heure avec un jeune avocat de Chatham au Nouveau-Brunswick, Frank McKenna, qui espère mettre fin, l'automne prochain, à 16 années de règne de Richard Hatfield. Mais à ceux qui croient que les sacs de drogue dans les valises, les partouzes à la cocaine avec des étudiants et les fredaines dans les discothèques à la mode de New York et de Montréal auront raison du premier ministre conservateur, Frank McKenna répond: «Ça ne sera pas facile. Hatfield est comme un chat: il a neuf vies».

Un quart de siècle à la législature provinciale en juin prochain, premier ministre depuis novembre 1970, Richard Hatfield devrait solliciter un cinquième mandat l'automne prochain. Il vient de survivre à une mutinerie de son parti: quelques membres de son caucus, excédés par les frasques et l'impopularité du chef — 21 p. cent dans les sondages officiels — ont réclamé un vote de confiance dont on n'a jamais vraiment connu les résultats. Quelques heures avant le scrutin, Frank McKenna n'entretenait pour sa part aucune illusion: «Hatfield va gagner. Le parti sait qu'il est encore le meilleur pour limiter les dégâts. Dick (comme on l'appelle familièrement dans sa province) voulait s'accrocher: c'est dans son caractère».

Et c'est bien ce qui inquiète Frank McKenna, élu chef du Parti libéral en mai dernier: «En un an, tout peut arriver au Nouveau-Brunswick».

À la Duplessis

Au Nouveau-Brunswick — 715 000 habitants dont environ 225 000 Acadiens —, «la politique, c'est très spécial», confie Frank McKenna. «Les gens ici sont très dépendants du gouvernement et celui qui contrôle le pouvoir a une énorme influence sur la vie quotidienne des gens».

Le revenu personnel des résidents du Nouveau-Brunswick — un peu plus de \$10 000 en 1984 — vient après celui des habitants de l'île du Prince-Édouard et ne représente que 64 p. cent de la moyenne nationale. Avec un budget dont 43 p. cent des recettes viennent d'Ottawa, on ne risque pas de parler de «marge de manœuvre» au cours de la prochaine campagne électorale. En fait, le match Hatfield-McKenna ressemblera bien plus à un affrontement Duplessis-Lapalme qu'à un duel Lévesque-Bourassa. Avec 30 millions de dollars et un ministère de la Voirie, on peut acheter beaucoup de votes dans cette province où les majorités se limitent à quelques centaines de votes.

C'est bien ce que Richard Hatfield a l'intention de faire, tout en tenant d'une main de fer son conseil de 20 ministres. Selon McKenna, certains ministres ont des comptes de dépenses de \$40 000 et plus (quatre fois le revenu moyen des résidents du Nouveau-Brunswick): «Hatfield le sait, et ferme les yeux pour mieux les contrôler», affirme le chef libéral.

Un temps, les libéraux ont espéré que Richard Hatfield se retirerait, sous la pression de ses propres députés. Mais les hommes forts de la «Big Blue Machine» ontarien, Norm Atkins et Hugh Segal, sont venus lui prêter main forte. De plus, Richard Hatfield n'a jamais rien fait d'autre que de la politique et ce n'est pas Brian Mulroney qui lui donnera une retraite dorée au Sénat. C'est donc le «quitte ou double» pour le chef conservateur et chacun sait qu'il devient terrible lorsqu'il s'accroche au pouvoir.

Rapports avec la minorité

L'un des grands succès de la carrière de Richard Hatfield, c'est d'avoir rapproché le Parti conservateur des Acadiens. Il leur doit une éclatante victoire en 1982 et Brian Mulroney en a lui-même profité en 1984. «Je ne pense pas qu'il s'agisse d'un glissement permanent des Acadiens vers les conservateurs», affirme Frank McKenna. Après tout, c'est Louis Robichaud (premier ministre de 1960 à 1970) qui a fait beaucoup pour eux, tant au plan linguistique qu'économique».

Là encore, et à la différence du Québec de 1976, il ne faut pas s'attendre à une campagne électorale où les droits des minorités jouent un rôle important. «Pas question de faire de la surenchère avec le gouvernement, personne n'en profiterait», promet Frank McKenna.

Pratiquement unilingue lorsqu'il fut élu à la tête du Parti libéral, Frank McKenna travaille son français autant que Joe Clark le fit entre 1976 et 1979. «Je passe beaucoup de temps dans le Nord, explique McKenna: les gens vont apprendre à me connaître, à découvrir que je ne suis pas un bigot». Tout de même pas trop sûr d'être à l'aise dans la langue des Acadiens d'ici à un an, le chef libéral ajoute: «Il va falloir que les Acadiens découvrent si au fond de moi-même, et pas seulement dans mes paroles, je suis un leader acceptable».

«J'aime être dans le Nord, passer du temps avec les Acadiens», poursuit Frank McKenna qui refuse d'attaquer Richard Hatfield sur ses talents linguistiques, pas plus que sur ses moeurs personnelles d'ailleurs. «Il n'y aura pas de coups en bas de la ceinture», promet le chef libéral qui d'ailleurs parle très peu de son adversaire politique. Frank McKenna compte plutôt sur la presse locale et nationale pour s'en charger.

«Un peuple fier»

Frank McKenna estime en effet avoir deux atouts dans son jeu pour la prochaine campagne électorale:

■ trop occupé à surveiller ses arrières, Richard Hatfield ne gouverne plus: beaucoup de décisions sont reportées et l'économie régionale s'en ressent;

■ la presse nationale et internationale a raconté les frasques du premier ministre, en particulier l'incident survenu lors de la visite de la Reine en 1984: «Richard Hatfield a fait de nous des Newfies», dit un peuple très fier qui pourrait bien ne pas lui pardonner cet affront.

On n'a jamais fait beaucoup de cas de la vie privée du premier ministre au Nouveau-Brunswick: «Vous ne trouverez nulle part ailleurs au Canada des gens aussi tolérants», affirme Frank McKenna rappelant d'ailleurs que c'est la seule province à avoir accepté le principe du bilinguisme sans trop de déchirements internes.

Actuellement, les conservateurs ont 37 sièges à la législature provinciale, les libéraux 19 et les néo-démocrates un seul. Frank McKenna recrute déjà «d'excellents candidats», prétend-il, et il a réussi à convaincre un néo-démocrate de passer avec lui sur les banquettes de l'Opposition officielle. Un test important viendra, dès le début de l'année prochaine, lorsque Richard Hatfield devra remplacer son ancien lieutenant acadien, Jean-Maurice Simard, nommé au Sénat par Brian Mulroney.

«Je vais me battre comme un fou», promet Frank McKenna qui admet, avec une pointe d'inquiétude, qu'en politique «tout est une question de timing» et, là-dessus, il n'a aucun contrôle.

L'intérêt national

On dit que l'île du Prince-Édouard a elle aussi de bonnes chances de virer au rouge avec Joe Ghiz. Qu'arriverait-il donc si, dans un an, quatre provinces devaient passer dans le camp libéral?

«Je n'ai pas du tout l'intention de me lancer dans une guerre contre le gouvernement national», promet Frank McKenna. Dans bien des cas, rappelle-t-il, l'intérêt du Nouveau-Brunswick est de s'allier avec les autres provinces des Maritimes plutôt qu'avec les «cousins» libéraux de l'Ontario et du Québec.

«Je n'aime franchement pas l'idée d'un front commun des provinces libérales contre le gouvernement national conservateur», ajoute McKenna. «Je ne suis pas un provincial et il faut apprendre à respecter les priorités nationales».

Sur la question du libre-échange par exemple, Frank McKenna semble bien moins doctrinaire que David Peterson ou Robert Bourassa. «Brian Mulroney a raison de lancer des négociations sur le libre-échange: l'économie du Nouveau-Brunswick dépend beaucoup de ses ressources naturelles et un accord commercial avec les États-Unis peut nous aider à relancer ce secteur», pense le chef libéral.

Cela dit, Frank McKenna n'ignore pas qu'il aspire à diriger l'une des provinces les plus pauvres au Canada: «Il y a des régions plus favorisées que d'autres dans ce pays, rappelle-t-il, et vous pouvez compter sur moi pour défendre nos intérêts».

Regardant du coin de l'oeil un peu plus loin vers l'Est, Frank McKenna promet de ne pas «aboyer» comme Brian Peckford. Cela n'est pas son style et, de toute manière, cela n'irait vraiment pas avec son profil de président de Chambre de commerce de Chatham.

— PC

EXPRESS

DU JOUR AU LENDEMAIN



AIR CANADA EXPRESS

Une expédition... express! **590\$**
A compter de

S'il faut que vos documents ou que vos autres envois plus volumineux arrivent à destination au cours de la matinée suivante, n'hésitez pas à faire appel au service Express Du jour au lendemain. Avec 500 vols par jour, le plus vaste réseau d'itinéraires au pays et une équipe professionnelle, fiable, Air Canada a vraiment tout ce qu'il faut pour expédier où vous voulez, quand vous voulez.

Avantages du service Express Du jour au lendemain

- Service de ramassage et de livraison porte à porte pour les envois au Canada et aux États-Unis.
- Possibilité de livraison avant midi ou 17 h, le jour ouvrable suivant le ramassage.
- Mini-Airvelop et Maxi-Airvelop ultra-pratiques.
- Tarifs offerts à compter de 590\$.
- Aucune restriction quant au poids ou à la taille de l'envoi. Seules limites: les dimensions de la porte de l'avion.

Renseignements: 636-2344 Ramassage: 636-3441
Communication sans frais: 1-800-361-0253

Où vous voulez. Quand vous voulez.

L'achat de De Havilland par Boeing annoncé aujourd'hui

OTTAWA — On s'attendait aujourd'hui à ce que les 4 500 employés de la société de Havilland Aircraft Ltd., de Toronto, apprennent au cours d'une réunion qu'ils travailleront désormais pour le compte de l'avionnerie Boeing.

Une conférence de presse devait également avoir lieu dans la capitale fédérale simultanément avec cette réunion convoquée à l'usine de Downsview, au cours de laquelle le gouvernement devait annoncer la vente prochaine de De Havilland au géant aérospatial et ce pour une somme d'environ \$150 millions.

La transaction avec Boeing Co. a été vertement critiquée aux Communes et une compagnie canadienne qui souhaitait faire l'acquisition de De Havilland a reproché au gouvernement d'avoir pipé les dés en faveur de l'avionnerie dont le siège social est situé à Seattle, dans l'État de Washington.

Le député libéral Bob Kaplan, dont la circonscription abrite l'usine de Havilland, a affirmé que le gouvernement conservateur était obnubilé par l'idée de vendre la société étatique à la Boeing.

Le gouvernement soutient pour sa part que la transaction permettra à Boeing de fournir un appui financier massif et un soutien au chapitre du marketing.

De Havilland produit des appareils ADAC destinés à la liaison entre les capitales régionales et les grands centres. La société est la propriété du gouvernement depuis 1974.

Créée en 1928, la société appartenait auparavant au groupe Hawker Siddeley de Grande-Bretagne.

L'an dernier, ses opérations se sont soldées par un déficit de \$40,4 millions.

Au cours de neuf premiers mois de cette année, De Havilland avait perdu \$55,1 millions.

Le gouvernement a injecté \$760 millions dans la société depuis 1983.

Il faut revenir à l'essentiel

C'est la fin de la lune de miel entre Ottawa et les provinces. À la conférence fédérale-provinciale de Halifax, tout le monde a pu constater que la bonne entente entre les deux paliers de gouvernement a de grosses failles. Le gouvernement libéral de l'Ontario a rué dans les brancards devant l'intention du gouvernement fédéral de réduire ses transferts aux provinces et M. Mulroney doit compter avec une forte opposition des provinces. Il est toutefois possible d'éviter ces querelles si Ottawa et les provinces se donnent plus de peine à résoudre les problèmes financiers réels sans essayer de se relancer la balle.

Le gouvernement fédéral est responsable en partie de cette détérioration: il a trop promis de meilleures relations sans pour autant développer sa politique fiscale d'entente avec les provinces. Il était clair depuis longtemps qu'Ottawa diminuerait sa participation aux frais de certains programmes provinciaux comme la santé et l'enseignement post-secondaire. Il aurait pu préparer ces mesures d'entente avec les provinces mais il a agi seul.

On pourrait penser qu'il ne s'agit que d'une chicane entre Ottawa et les provinces qui ne concerne guère le citoyen. Rien n'est plus faux: il s'agit de nos impôts et des services que nous voulons obtenir des gouvernements. Ce n'est donc pas un problème qui peut être réglé rapidement au cours d'une rencontre des premiers ministres.

Le ministre des Finances, M. Michael Wilson, avait vu juste il y a un an quand il écrivait au sujet de la santé et de l'enseignement post-secondaire: «Aucun des deux paliers de gouvernement n'a les moyens d'investir des fonds supplémentaires importants dans ces domaines. Il est donc temps que toutes les parties intéressées recherchent d'autres solutions dans le cadre des réalités budgétaires.»

Ces recherches ne sont pas allées bien loin: Ottawa n'a pas poursuivi ses idées nouvelles et les provinces se débattent tant bien que mal dans des limites financières assez étroites. La concertation et les idées hardies de M. Wilson ont fait long feu.

Le premier ministre du Québec, M. Pierre Marc Johnson, est allé aussi loin que possible pour accommoder les besoins financiers du gouvernement fédéral. Sans céder sur la question d'une réduction des transferts l'année prochaine, il esquisse un mode de concertation qui pourrait éviter de telles disputes à l'avenir. Il s'agit, en bref, de donner aux transferts une base légale mieux définie et d'obliger Ottawa et les provinces à se mettre d'accord sur les détails avant de s'embarquer dans de nouveaux paiements.

Ottawa, de son côté, cherche aussi à mettre le débat sur une voie plus constructive et parle de supprimer le double emploi qui vient du fait que chaque gouvernement a tendance à s'occuper d'affaires qui ne sont pas strictement de sa compétence. Comme la proposition de M. Johnson, il s'agit d'un beau programme pour l'avenir qui ne résoud pas le problème immédiat.

Le débat qui s'est déroulé à Halifax ne va pas au coeur du sujet. L'important n'est pas tellement de savoir quel gouvernement paiera quoi mais d'assurer que les contribuables paient le moins possible pour des services de qualité. À la suite du Programme économique de M. Wilson de novembre 1984, Ottawa et les provinces devraient étudier la possibilité de faire participer davantage les bénéficiaires aux frais des services qu'ils obtiennent. Par exemple, le ticket modérateur pour les soins de santé et des frais de scolarité plus réalistes dans l'enseignement post-secondaire pourraient améliorer ces services tout en diminuant leurs coûts pour les gouvernements.

On ne parviendra jamais à trouver une formule juste pour les transferts financiers d'Ottawa aux provinces si on n'a pas des idées claires sur les services eux-mêmes et la façon d'en diminuer les coûts.

Frédéric WAGNIÈRE

Paradoxes en Afrique du Sud

Une nouvelle vague d'attentats secoue l'Afrique du Sud. Voilà qui n'est pas inédit. Mais depuis le 31 octobre, en raison d'une décision gouvernementale, les réseaux de télévision ne sont pas autorisés à tout capter sur film, en sorte que les scènes de violence sont le plus souvent absentes des reportages.

L'Association des correspondants de la presse étrangère en Afrique du Sud avait protesté contre «une forme de censure très sévère». Elle jugeait «absurde de rendre un groupe de journalistes responsable d'un conflit politique qui dure depuis plus d'un an, a causé la mort de huit cents personnes et placé un tiers de la population sous le régime de l'état d'urgence».

Le point de vue du gouvernement sud-africain est, semble-t-il, que la présence des caméraman dans des situations très tendues joue un rôle de catalyseur et nourrit indirectement la violence. Le raisonnement serait défendable, s'il était démontré que, depuis le 31 octobre, les poussées de violence ont diminué. Or, cette preuve n'est nullement établie, au contraire.

Aucun gouvernement n'aime apparaître sous un jour défavorable à l'étranger. Ce qu'on peut reprocher quelquefois aux médias électroniques, pour ne rien dire de la presse écrite, c'est leur manque de sens des proportions, qui les conduit à braquer tous les feux sur un événement comme toute anodin, et à en ignorer d'autres aux conséquences beaucoup plus sérieuses.

L'affaire du Rainbow Warrior n'est pas l'épisode le plus glorieux de l'histoire de France. Mais c'est un événement anodin par rapport à la destruction du siège de l'OLP en Tunisie par les forces israéliennes ou à l'attentat contre l'Achille Lauro en rade de Port Saïd et par rapport à tout ce qui devait s'ensuivre.

On peut supposer que l'Égypte aussi préfère que soit présentée comme un «succès» l'opération de son commando à l'aéroport de La Valette, à Malte, où ont péri tant d'innocents. L'image, toujours l'image...

Pour revenir à celle de l'Afrique du Sud, l'attaque contre une raffinerie de pétrole n'entre pas dans la catégorie des événements anodins. L'importance de l'objectif et l'ampleur des moyens écartent l'événement de la rubrique des faits divers.

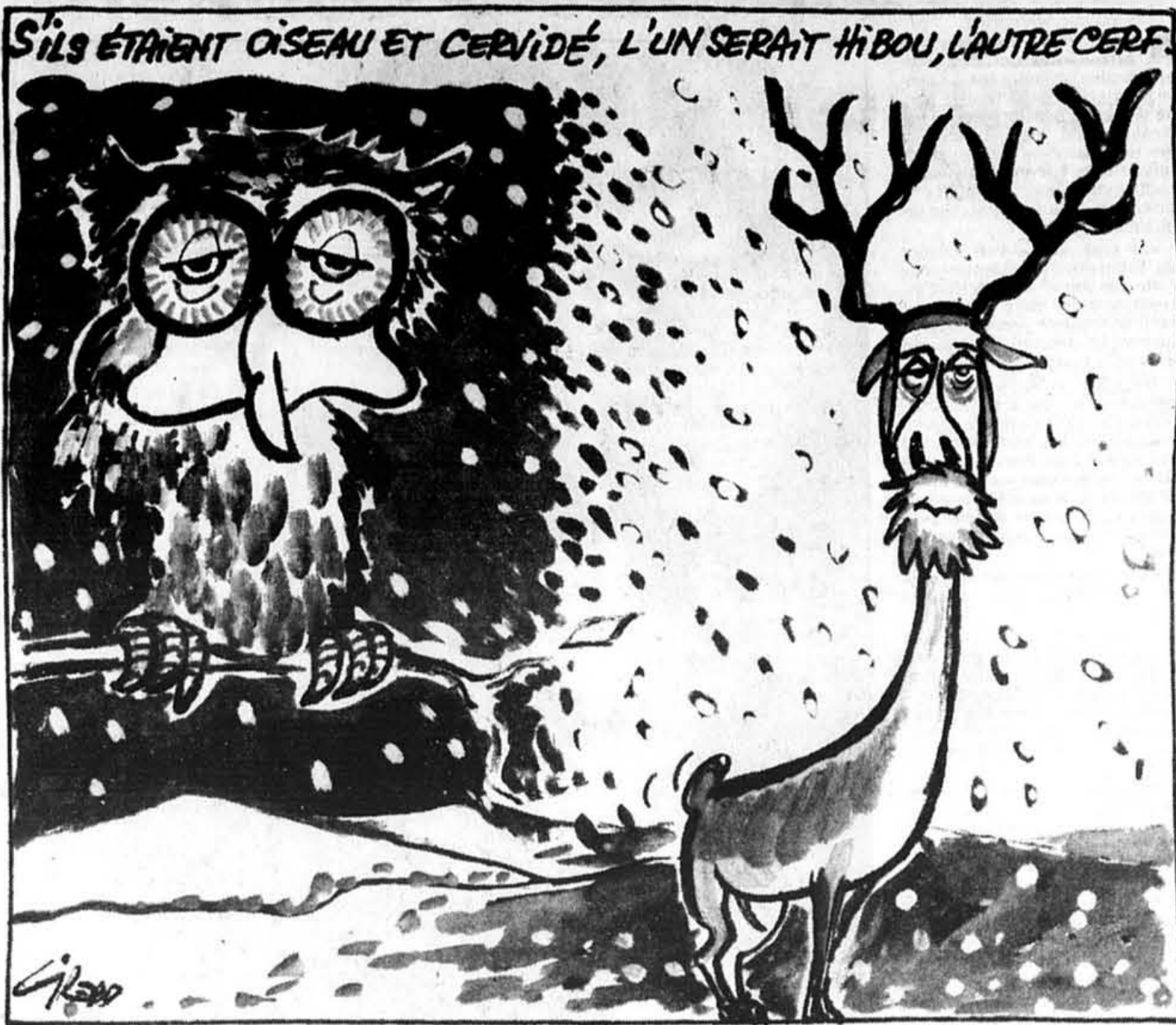
Si les insurgés disposent de roquettes et si l'incident peut pousser le gouvernement de Pretoria à avertir le Zimbabwe voisin qu'il ne sera pas toléré que son territoire serve de refuge aux rebelles, ce qui s'est passé n'est pas sans conséquences.

Le Zimbabwe a toujours soutenu jusqu'à maintenant qu'il n'envisage pas d'offrir un sanctuaire à la rébellion; d'un autre côté, certains rapports (mais pas tous) laissent clairement supposer que l'action contre la raffinerie a pu très bien avoir été organisée sur le sol sud-africain.

La télévision est admise avant ou après le «spectacle», mais pas pendant qu'il se déroule. En revanche, la presse écrite reste relativement libre. Intéressant paradoxe!

Autre paradoxe: l'alliance du capital et des travailleurs contre l'apartheid. Pendant que s'organise une vaste fédération syndicale, une importante banque anglaise annonce son opposition de principe à l'apartheid.

Guy CORMIER



(Tous droits réservés)



Marc Laurendeau

Un bon reflet du peuple plutôt que la stabilité

(Collaboration spéciale)

La nouvelle Assemblée nationale dont les Québécois se doteront aujourd'hui même sera-t-elle un fidèle reflet de l'opinion des citoyens? Il est permis d'en douter. Au fur et à mesure que semble s'agrandir l'écart entre les deux principales formations, on peut craindre que le mode actuel de scrutin n'amplifie artificiellement cet écart.

Un gouvernement massivement représenté en Chambre à côté d'une opposition faiblarde en nombre de sièges n'aurait de véritable sens que si telle était la volonté des électeurs. Malheureusement, les Québécois ont été habitués à de terribles distorsions de leurs intentions de vote.

En 1944, l'Union nationale de Maurice Duplessis obtint le second rang dans le pourcentage des voix exprimées mais parvint quand même à prendre la majorité en ayant remporté une majorité de sièges grâce au succès de ses candidats dans les circonscriptions surreprésentées. Le même phénomène se reproduisit en 1966, lorsque les libéraux de Jean Lesage, ayant remporté 150,000 voix de plus que l'Union nationale de Daniel Johnson, durent tout de même abandonner le pouvoir.

Maintenant que la carte électorale a été améliorée (en termes d'abolition des «comtés

protégés» puis de délimitation de circonscriptions regroupant un nombre raisonnablement égal d'électeurs), des distorsions persistent. En avril 81, avec seulement trois points d'avance sur le PLQ (49 à 46%), le gouvernement péquiste était réélu avec 80 sièges contre 42. Si, par contre, les libéraux avaient eux-mêmes possédé ces trois points d'avance, ils auraient été vaincus en ne recueillant que 55 sièges contre 67. Ces réalités sont rappelées dans «Le scrutin au Québec: un miroir déformant», l'excellent livre de Louis Massicotte et André Bernard.

Une aussi étonnante anomalie pourrait être corrigée en abandonnant notre scrutin majoritaire à un tour au profit d'une formule de représentation proportionnelle. Toutefois, le chef du PLQ, M. Robert Bourassa, affirme que la proportionnelle plongerait le Québec dans la «participation» de la Quatrième République française des années 50 et qu'elle nuirait à la stabilité.

Cette théorie ne résiste pas à l'analyse. Car M. Bourassa omet de parler des réussites politiques relatives que connaissent la République fédérale d'Allemagne, les pays scandinaves et la Suisse, en utilisant la représentation proportionnelle.

Par ailleurs, comme le souligne, dans un texte limpide, le professeur Vincent Lemieux (dans le numéro 6 de la Revue de la Société québécoise de science politique) un système électoral à pour fin de permettre la représentation équitable des électeurs et non pas de former un gouvernement.

L'auteur ajoute qu'en l'absence d'une représentation équitable, la stabilité et l'efficacité gouvernementale ne sont que des illusions magnifiées par ceux qui ont intérêt à une stabilité gouvernementale sans contenu ou à la prétendue efficacité gouvernementale, parce qu'ils ont pris le parti des gouvernants contre celui des gouvernés. À notre époque, on exige des gouvernements qu'ils soient responsables plutôt que «forts» et adéquats plutôt que simplement efficaces.

Les partis qui ne sont pas représentés en Chambre selon une juste proportion de leur appui populaire, risquent de canaliser leurs énergies ailleurs, dans des voies externes au système démocratique. Une nette distinction s'impose dès lors entre la stabilité des institutions et la stabilité, à plus court terme, du gouvernement du jour.

Un vieil instinct combatif, chez celui qui a subi un balaya-

ge, veut qu'il tente de faire jouer les distorsions du système en sa faveur et de balayer la province à son tour. Pourtant, M. Claude Ryan, très rationnellement, avait préconisé, lorsqu'il était chef du PLQ, une réforme du mode de scrutin. Cette position fut ensuite répudiée par son successeur, M. Robert Bourassa.

Les péquistes de M. Pierre Marc Johnson pourraient, ce soir même, se retrouver avec une mince représentation en Chambre, ne reflétant que de manière chétive leurs appuis populaires. Ils pourront s'en prendre à eux-mêmes, au conservatisme à courte vue de plusieurs de leurs députés, qui espéraient être réélus en tirant profit de la vieille formule. La représentation proportionnelle leur aurait pourtant permis d'affirmer plus courageusement leur option fondamentale sans crainte d'être totalement écrabouillés au prochain scrutin général. Et ils auraient respecté l'un des tout premiers engagements inscrits à leur programme: la réforme du mode de scrutin.

Dans ses ultimes moments au pouvoir, M. René Lévesque, de manière un peu pathétique, souhaitait regrouper, au-delà des frontières partisanes, tous les tenants de cette réforme. Car après le Livre vert du ministre Robert Burns, les propositions du Secrétariat à la réforme électorale et le rapport de la Commission parlementaire de la représentation, M. Lévesque n'arrivait toujours pas à faire partager ses vues par ses collègues ministres et députés. Cette absence de volonté politique, l'on pourrait en ressentir tout le poids dès ce soir.



Fabienne Larouche

Ah! fiche-moi la paix...!

(Collaboration spéciale)

Les jeunes se préoccupent-ils de la paix?

Oui, quand on parle de paix synonyme de vie en harmonie avec les autres à la maison, à l'école ou entre amis. Mais la réponse ne vient pas aussi facilement lorsqu'il est question de paix au Liban, au Salvador ou encore en Afghanistan. Manifestement, là, le degré d'implication n'est plus le même chez les jeunes. Serait-ce attribuable à leur ignorance ou à leur désintéressement des graves problèmes de l'heure?

Décrocher un emploi de fin de semaine les inquiète beaucoup plus que la situation qui prévaut en Afrique du Sud. De fait, qui sait dans nos écoles secondaires et même dans nos collèges, ce qu'est l'apartheid? Il est plus impérial de connaître le dernier succès de Madonna. Certains jeunes croient encore que le Liban est une province de Jérusalem...

Ce n'est pas mal en soi; c'est une caractéristique. Nos priorités sont différentes de celles des Euro-

péens, des Africains, des Sud-Américains. Les jeunes Québécois vivent dans un environnement protégé. Aucune guerre n'a jamais détruit nos villes, pas de cataclysmes, pas de famine non plus, ni de menace évidente de génocide. Les droits et libertés de la personne ne sont pas des soucis quotidiens pour la population, c'est un acquis. Mais ailleurs, qu'est-ce qui se passe?

Il faut trouver des gens capables de les aider à s'ouvrir, à s'intéresser, à comprendre. C'est une responsabilité sociale que de sensibiliser les jeunes à la débillité de la guerre et aux iniquités qui se vivent dans le monde.

Présentement, une tournée est en branle à travers tout le Québec où une soixantaine de jeunes venus de pays sous-développés ou déchirés par la guerre rendent un émouvant témoignage dans les écoles et les centres communautaires. La «tournée internationale pour la Paix et la Justice», projet organisé dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse, vise, par ce

contact international, à susciter une prise de conscience des jeunes Québécois face aux injustices dont sont victimes d'autres jeunes.

On doit se réjouir d'une pareille initiative. Permettre, ainsi, à des jeunes qui n'auraient jamais pu se rencontrer d'échanger ensemble, est certainement l'un des meilleurs moyens d'éduquer et d'aider au développement d'esprits critiques. Bien sûr, le succès ne saurait être immédiat. Mais le contact régulier et répété de ce genre de rencontres suscitera plus que de l'intérêt et pourra engendrer un éveil susceptible de provoquer des actions concrètes.

Il y a plus. Le film qui a remporté le plus grand succès cette année a vu sa vedette, un être essentiellement violent, s'élever au rang d'idole autant chez les adultes que chez les jeunes: «Rambo». «Rocky IV», qui vient d'apparaître sur nos écrans et qui, à l'instar des autres Rocky, connaîtra vraisemblablement un triomphe, illustre l'af-

frontement entre deux nations: les Américains et les Russes. Et les télééries à caractère violent connaissent, également, un vif succès: on n'a qu'à penser à «Miami Vice» ou à «Lady Blue». Cette surabondance de brutalité indique clairement un désir de violence à assouvir chez l'homme.

Par ailleurs, le «Bill Cosby Show» a, quant à lui, remporté la palme pour le plus grand succès américain de l'année 1984-85. Une émission pacifiste, qui tourne autour de la famille, une émission... doucement divertissante.

Suprême paradoxe: deux appels contradictoires, la société recherche la paix mais est attirée par la violence.

À juste titre, la volonté de paix semble, toutefois, l'emporter dans cette lutte de pouvoir. Le sommet de Genève en est un exemple éloquent. Toutes les nations du monde ont applaudi le rapprochement dont la base des négociations reposait sur la coexistence sans menace d'agression.

Malgré tout, trop d'injustices, trop de guerres persistent: les jeunes de la tournée qui nous visitent en témoignent. Il reste à espérer qu'à leur contact les jeunes du Québec ressentent une profonde envie de changement; parce qu'il semble de plus en plus évident que ce sera à eux que reviendra la tâche de changer les mentalités, de refuser de se laisser déshumaniser et d'exprimer leur détermination à toujours «vivre en paix». Mais cette fois, à l'échelle du monde.

DOCUMENT

Les orientations du Synode de Rome

Voici le texte de la première intervention de Mgr Bernard Hubert, président de la Conférence des évêques catholiques du Canada et évêque de Saint-Jean-Longueuil, au Synode de Rome.



Mgr Bernard Hubert

Très Saint-Père
Frères et sœurs en Jésus le Christ

Ce Synode nous invite à être des témoins d'espérance et de vérité. Le bilan provisoire et la célébration actuelle du Concile Vatican II nous rappellent, bien sûr, les documents très riches produits par les pères conciliaires, mais aussi l'expérience unique qu'ils ont vécue et dont ils ont voulu rendre compte dans les messages adressés à différentes catégories de personnes le 8 décembre 1965.

Aujourd'hui encore, des millions d'humains informés par les mass media dressent l'oreille et tournent les yeux vers Rome, dans un monde largement sécularisé, fier de ses réalisations scientifiques et technologiques, cependant inquiet par le chômage des riches, la pauvreté des masses et le terrorisme des violents, voici que notre humble synode attire l'attention. Église du Christ, quel message apportes-tu au monde et comment le vis-tu toi-même dans tes propres communautés?

En puisant dans les acquis du Concile, nous trouvons des oeuvres spirituelles qui ont profondément changé l'Église catholique romaine depuis vingt ans: lecture évangélique des signes des temps, contact direct des baptisés avec la parole de Dieu, Église servante du monde, souci, en chaque diocèse, de toutes les autres Églises particulières, liens vitaux entre foi chrétienne et justice sociale, recherche de l'unité entre les chrétiens, dialogue avec les grandes religions, implication des laïcs, en particulier des femmes, à la mission pastorale de l'Église et bien d'autres encore. Souvent, ces réalités sont embryonnaires et parfois masquées par une Église centrée sur elle-même. Elles n'en constituent pas moins les germes de vie pour le renouvellement de l'Église et le salut du monde.

Aussi, notre synode doit-il parler en clair de ce que l'Église entend faire, au nom de Dieu, pour les femmes et les hommes d'aujourd'hui. Toutes sortes de rumeurs ont circulé ces temps derniers sur l'objet réel de la deuxième assemblée extraordinaire du synode des évêques. Au-delà des appréciations diversifiées des résultats du Concile dans les Églises particulières, il faut réaffirmer, avec le successeur de Pierre et sous son autorité, l'engagement du collège épiscopal à guider le peuple de Dieu sur les routes déjà tracées par Vatican II pour notre temps. En conséquence, je propose que le présent synode adresse un message pastoral aux fidèles et aux gens de bonne volonté. Il n'est pas nécessaire que ce document soit long et dise tout sur la réception de Vatican II. Il importe, toutefois, qu'il rende manifestes l'unanimité des évêques à poursuivre le travail amorcé à Vatican II et la volonté de ceux-ci de servir avec humilité et amour une Église sacrement du salut au coeur du monde.

Le Christ est vivant, c'est pourquoi nous sommes des témoins d'espérance. Mais le travail apostolique pour «rendre compte de l'espérance qui est en nous» est difficile aujourd'hui. Depuis vingt ans, le monde et l'Église ont changé profondément. De nombreuses questions surgissent concernant le témoignage des chrétiens sur la place de Dieu et celle de l'homme dans notre monde. Le présent synode fera écho aux difficultés rencontrées depuis Vatican II. Cependant, comme le souligne le rapport-synthèse du cardinal Danneels, il ne sera pas possible de traiter de toutes ces questions en deux semaines. Pourquoi ne prendrions-nous pas ce temps utile

pour identifier les problèmes que le synode désire aborder et n'ajournerions-nous pas jusqu'à l'an prochain au même plus tard? Cela permettrait aux pères synodaux de retourner chez eux pour débattre des sujets retenus avec les membres de leur conférence épiscopale respective. Tous les évêques pourraient alors vivre ce synode avec nous.

Cela donnerait aussi l'occasion à tous les baptisés intéressés de prendre une part active à la vie de l'Église universelle. Les hommes et les femmes laïques, les religieux, les religieuses et les prêtres sont responsables avec nous de la mission du Christ confiée à l'Église. Ils sont donc partie prenante des enjeux et des actions émanant de Vatican II. Eux aussi ont reçu l'esprit de Dieu pour les guider dans leur témoignage apostolique. Si le synode devenait la première étape d'un processus réparti sur deux ans, le travail que nous commençons maintenant pourrait être le lieu d'une consultation des fidèles, d'une participation de leur part, d'un envoi en mission d'un grand nombre de chrétiens chargés de faire avec nous la lumière sur des points précis de la réception de Vatican II. Ce processus donnerait à chaque fidèle la possibilité de rendre plus crédible le message de l'Église, celle-ci est peuple de Dieu, corps du Christ, temple de l'Esprit Saint. C'est dans la mesure où les membres participent de façon responsable à tous les aspects de la vie de cette Église que celle-ci est davantage signe du salut. Comme le Christ a rendu témoignage à la vérité de Dieu et à celle de l'homme par son comportement, de même l'Église d'aujourd'hui rend compte de la vérité de l'homme appelé à vivre en société par la manière dont elle permet à ses membres de croire ensemble et de disposer des difficultés rencontrées.

Pour conclure, puis-je rappeler que mes confrères, les évêques du Canada, portent ce synode dans leurs prières et leur sollicitude pastorale. Ils sont conscients que des questions de grande importance seront débattues ici même. Qu'il s'agisse de la collégialité des évêques, de la théologie de l'Église particulière, de l'harmonisation des ministères dans l'Église, de la formation de la conscience dans ses liens avec la magistrature ou du service de l'Église au monde, les évêques du Canada veulent partager leurs attentes et leurs expériences avec tous leurs frères dans le collège épiscopal. Ils souhaitent que le présent synode prenne le temps de la faire adéquatement, d'où les deux propositions contenues dans cette intervention, à savoir que le synode publie un message au terme de ses travaux cette année et que le même synode soit réparti sur deux sessions différentes. Le courage, le discernement et l'humilité apportés à nos débats nous permettront sûrement d'être, pour nos frères et sœurs du monde, des témoins d'espérance et de vérité.

N.B.

- Priorité est accordée sous cette rubrique aux lettres d'intérêt général se rapportant à des articles parus dans LA PRESSE. La concision est de rigueur.
- Les correspondants doivent inscrire lisiblement leurs nom, adresse et numéro de téléphone.
- LA PRESSE ne s'engage pas à publier toutes les lettres reçues, ni à retourner les lettres, manuscrites ou autres documents non publiés.
- L'auteur assume l'entière responsabilité de ses opinions.
- Tout en respectant la pensée de l'auteur, LA PRESSE se réserve le droit d'abréger les lettres selon l'espace disponible.
- Si possible écrire à la machine, à double interligne.
- Prière d'adresser vos lettres comme suit: «Tribune libre», LA PRESSE, C.P. 4200, succ. Place d'Armes, Montréal, H2Y 3M1.

la presse

RENSEIGNEMENTS 285-7272

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400. — Port de retour garanti.

ABONNEMENT	285-6911	ANNONCES CLASSÉES	285-7111
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 18 h.		Commandes ou corrections lundi ou vendredi de 9 h à 17 h.	
RÉDACTION	285-7070	GRANDES ANNONCES	
PROMOTION	285-7100	Détachants	285-7202
COMPTABILITÉ		National, Télé-Press	285-7306
Grandes annonces	285-6892	Vacances, Voyages	285-7265
Annonces classées	285-6900	Carières et professions, nominations	285-7320

Confrérie francophone: des barrières

Dans ce cercle restreint que constitue la francophonie en Amérique du Nord, il est à la fois paradoxal et profondément inquiétant de constater combien nombreuses et pénibles se dressent les barrières devant certains groupes d'immigrants issus de pays également francophones de l'Amérique dans leurs efforts d'intégration dans la province.

Je veux parler des Haïtiens au Québec. En effet, d'éminents observateurs soutiennent que le fait de comprendre, de parler la langue du pays d'accueil constitue l'une des prémisses essentielles susceptibles de favoriser une participation plus active et, a posteriori, une meilleure intégration des immigrants aux réalités économiques, sociales et culturelles du pays hôte.

Si de telles observations s'avèrent à bien des égards fondées dans le cas des minorités visibles anglophones des Antilles ou de l'Asie dans l'ouest du pays (Toronto, Vancouver, Alberta, etc.), force nous est de constater qu'après 25 ans d'immigration, les Haïtiens sont en butte à d'insurmontables barrières quant à leur acceptation et intégration dans un Québec représentant l'un des bastions de la confrérie francophone de la zone.

Dans une telle conjoncture socio-culturelle, il devrait à notre avis exister une certaine complexité, sinon un engagement manifeste du pays d'accueil à faciliter et à agrémente la vie de ces pacifiques et respectueux ressortissants; ne serait-ce que pour affirmer devant une Amérique (USA) omniprésente dans les moeurs et les valeurs locales que la francophonie, elle aussi, a plusieurs visages ethniques et que leur symbiose pourrait garantir un Québec multiracial également fort.

Mais il semble qu'un tel vœu soit sinon illusoire du moins difficile, car harassantes et multiples demeurent les embûches pour les ressortissants haïtiens.

En effet, si la location d'un logement constitue toujours un défi majeur pour de nombreuses et humbles familles haïtiennes, la question toutefois la plus inquiétante et la plus aigue demeure celle de l'emploi.

Dans cet ordre d'idées, même avec un taux de scolarisation très fort, le chômage atteint chez les jeunes de moins de 33 ans des niveaux insupportables. Une responsable faisait remarquer tout récemment dans les colonnes de LA PRESSE que cette proportion était de 75% plus élevée par rapport à l'ensemble de la communauté québécoise.

Par ailleurs, fait également significatif, rappelons que depuis la première vague d'immigration qui remonte à 1960, ces ressortissants ont très rarement manifesté dans les rues que ce soit pour revendiquer leur situation socio-économique dans la province ou pour attirer bruyamment l'opinion publique sur la conjoncture politique de leur pays d'origine, à la manière d'autres ethnies.

En définitive, ces minorités qui veulent plus que jamais façonner avec leurs concitoyens québécois une province plus prospère, attendent du gouvernement des programmes d'action plus vastes et mieux structurés qui s'écartent des traditionnels discours sans lendemain auxquels ils ont été habitués.

Dès lors, la francophonie aura véritablement atteint son objectif socio-économique d'entraide et retrouvée simultanément une conscience et un contenu beaucoup plus substantiels sur le plan culturel et ce, d'autant plus que Monsieur Johnson lui-même déclarait tout récemment (sic): «Notre force doit se nourrir de la force et de la richesse des autres cultures.»

Jean O. TANISMA
Montréal

Mesure radicale

La liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres. La liberté de ne pas porter la ceinture de sécurité en voiture s'arrête donc quand nos impôts sont mis à contribution.

Le problème de la ceinture de sécurité pourrait être réglé facilement si la Régie de l'assurance-automobile et la Régie d'assurance-maladie du Québec ne payaient pas pour les blessures corporelles infligées dans un accident de circulation, lorsque la victime ne portait pas sa ceinture.

Mesure radicale, oui, mais il semble que l'argent soit un argument qui fasse davantage le poids que la santé et la vie.

Suzanne BLANCHET
L'Assomption

Du bon boulot

M. Florian Bernard
Je profite de l'occasion pour vous féliciter pour vos chroniques dans LA PRESSE. À titre de chroniqueur horticole à l'émission CBF Bonjour, je sais, par expérience, qu'il n'est pas toujours facile d'être intéressant, pratique et exact dans nos commentaires. Et je trouve que vous, vous l'êtes.

Continuez votre bon travail et à l'occasion, si vous passez par l'Institut, il me fera plaisir de vous servir de guide.

Guy HAINS
professeur — Institut de technologie agricole et alimentaire
Saint-Hyacinthe

Médecine d'addition

La chronique de Jacques Dufresne sur «l'homme bionique» dans LA PRESSE du 8 novembre m'a déçu. Monsieur Dufresne nous avait habitués à des articles plus réfléchis et mieux documentés. Cette fois, il se contente de glaner sur les différentes facettes du sujet. De l'humour cirieux en passant par les souvenirs personnels pour finir avec un choix métaphysique: tout y passe.

L'assistance aux conférences du congrès de l'Association des médecins de langue française du Canada lui aurait sans doute fourni des éléments de réflexion sur l'éthique des transplantations et implantations et sur la sélection des patients entre autres.

J'aurais aimé lui voir situer «l'homme bionique» dans un contexte historique et sociologique. Les connaissances scientifiques (physique, chimie, électronique, etc.) ont fortement progressé ces derniers 25 ans. La société a accaparé ces connaissances et en bénéficie, que ce soit dans les télécommunications, les transports, le travail, les loisirs, l'habitation, etc. C'est donc devenu une composante de notre société. La science médicale a, elle aussi, progressé. La société s'est amalgamé ces nouvelles connaissances. Qu'on pense aux traitements plus efficaces des cancers, des maladies cardiaques, des infections, etc. La technologie médicale démontrée au congrès de l'AMLFC est simplement le fruit de ce mouvement de la société vers une plus grande connaissance scientifique et les bénéfices qu'on peut en tirer.

Une plus grande compréhension des problèmes immunologiques a permis aux médecins d'envisager les transplantations d'organes avec plus de bénéfices pour les patients. Il reste encore beaucoup à découvrir pour de meilleurs résultats mais c'est un effort strictement médical. Le jumelage des sciences comme la physique, la chimie et l'électronique avec la médecine a permis de réaliser des implantations. On assiste alors à la naissance de l'ingénierie médicale. L'apport des hommes de ces sciences devient alors aussi important que celui des différentes spécialités médicales.

On est en face d'une nouvelle situation. Auparavant, la médecine se montrait souvent comme une médecine de soustraction. On soigne un cancer en enlevant une partie de l'intestin, un rein, un sein, etc. Aujourd'hui, grâce à des traitements plus efficaces, nombre de patients se retrouvent avec parfois un organe inefficace ou manquant suite à une maladie ou un traumatisme. Qu'avons-nous à offrir à ces patients pour améliorer leur sur-

vie ou leur qualité de vie? C'est à ce moment qu'apparaissent transplantations ou implantations. C'est un nombre limité de patients et qui ne méritent certainement pas d'être enviés. Leur état est souvent plus que précaire. Donc on leur propose de remplacer l'organe défectueux par un autre organe d'un donneur ou par un organe artificiel. On remplace, on ajoute. C'est une médecine d'addition. Et ça, c'est la nouvelle situation à envisager.

On est donc bien loin du dilemme prévention — contrefaçon. La prévention prend place à un stade beaucoup plus hâtif dans l'histoire naturelle de la maladie. On est en face d'un patient avec un organe foutu. Que faire? Si les traitements médicaux sont devenus incapables à remplir les fonctions de cet organe, les transplantations ou les implantations sont à considérer. Celles-ci ne sont donc qu'un outil de plus dans l'arsenal médical.

Cette nouvelle médecine d'addition pose, il va sans dire, des problèmes éthiques, politiques, financiers, de sélection de patients, légaux, moraux et d'expérimentation animale et humaine. Toutes ces facettes du problème devraient être analysées dans une perspective globale en tenant compte du rôle et de l'opinion des patients, de celui des médecins et de la société en général. La coopération interdisciplinaire y est de mise.

Je trouve une faiblesse à un tel congrès. On nous montre la médecine uniquement sous l'aspect scientifique en omettant ce qui est aussi un art. La médecine est un art dans son contact humain, sa manière de voir l'être humain dans son ensemble et non comme un assemblage mécanique. Notre connaissance de l'être humain et de son fonctionnement est tellement limitée. Il reste beaucoup à faire et à connaître. Un dernier kiosque qu'on aurait ajouté à l'exposition et intitulé «guérir le rhume» aurait donné un coup en plein... l'orgueil ou l'enthousiasme défilant de quelques-uns.

Gérard-E. SABOURIN
Saint-Rédempteur

Pour imposer leur conception du corps et de la médecine, les mécaniciens de la chirurgie, le docteur De Vries et ses homologues, disposent de moyens les plus puissants: images à la télévision, dans les grands magazines, etc. Face à de tels moyens de persuasion, les écrits réfléchis sont aussi efficaces qu'une arbalète face à une arme nucléaire. Pour discuter à armes égales avec ces gens, il faudrait utiliser les techniques de Green Peace.

Jacques DUFRESNE

Expériences énervantes

Pour se rendre à destination dans notre belle ville de Montréal, il faut des nerfs solides, une bonne dose d'humour et de patience; almer son prochain comme soi-même et être prêt à mourir sur le boulevard Métropolitain, sinon, gare à la dépression.

Les piétons, invisibles la nuit, traversent n'importe où sans se soucier des feux de circulation, obligeant le pauvre chauffeur à freiner la voiture et les battements de son coeur. Et que dire des bolides surgissant des ruelles ou des rues transversales pour vous couper l'herbe sous le pied, sans oublier les «dépassés de la droite», sans doute pressés d'arriver avant vous aux rouges.

Avant que n'éclate la crise nerveuse, optez pour l'autobus et le métro. Tassé au fond, étourdi par divers parfums, suffoqué et angoissé à l'idée de pourfendre ce bloc humain, vous apprendrez à jouer des coudes puis à foncer, car à l'arrêt du train les gens s'engouffrent aussitôt sans permettre aux autres d'en sortir; s'en suit alors une bousculade, des regards courroucés et un goût de meurtre flottant dans l'air.

Les femmes âgées surtout, semblent craindre de voir les portes se refermer sur elles et vous passeraient volontiers sur le corps pour se lancer à l'assaut d'un siège libre.

Une jungle, je vous dis. Femmes enceintes ou portant un enfant, vieillards respectables ou infirmes, c'est chacun pour soi. Ni pitié, ni courtoisie ni jugement. Notre civilisation ne progresse pas et c'est triste de constater le peu de respect et de coopération entre humains pourtant semblables, enchaînés aux mêmes vicissitudes de la vie et du métro.

Si, comme moi, vous arrivez de la campagne, alors je vous plains. Après un mois de ce régime, ou vous êtes un dur à cuire ou vous rêvez d'assommer avec votre parapluie tous ces «pousseux d'enragés agressifs» et du coup vous vous retrouvez sur le sofa d'un psychologue. Mes frères sommes-nous sur cette terre pour nous amuser?

Souriez quand même car vous pourrez vous détendre au bureau en buvant votre nième café avant de prouver à votre gentil patron qu'il a raison de vous garder à son service.

Ah! revenir à la campagne, là où seulement les chats qui traversent la route vous donnent des sueurs froides la nuit!

Micheline RONDEAU
Montréal

Elvis Gratton

M. Luc Perreault signait, dans LA PRESSE du 23 novembre, une critique du film *Elvis Gratton* qu'il taxait de mépris, voire de racisme. Je cite: «Falardeau et Poulin ont joué la carte du mépris...» Il est difficile de ne pas sentir le racisme latent sous ce personnage. Les accusations sont de taille et c'est pourquoi j'aimerais y répondre.

M. Perreault dit également d'Elvis Gratton que c'est «un film politique qui se donne l'apparence d'une satire». Alors prenons par exemple un autre film qui répond à cette définition: *Affreux, sales et méchants*. Viendrait-il à l'esprit de quiconque d'y voir autre chose qu'une dénonciation? Pourrions-nous accuser son réalisateur de mépris ou de racisme envers le peuple italien? Pourrions-nous y voir un règlement de comptes entre Ettore Scola et une certaine Italie? Mais voyons!

Alors pourquoi *Elvis Gratton*, une sorte d'affreux sale... en son genre, doit-il à tout prix être descendu au rang des manifestations revanchardes ou méprisantes?

Ne serait-ce pas là l'intelligentsia québécoise qui a des comptes à régler avec une certaine culture qui ne l'arrange pas? Le mépris ne serait-il pas du côté de ceux qui ont la conviction que les salles de cinéma sont remplies d'un «public non prévenu», mal informé, trop bête pour comprendre?

Ce fameux complexe d'infériorité des Québécois, je persiste à croire que c'est l'intelligentsia qui en est atteinte dans sa forme la plus pernicieuse. Au moins ça en commun avec Elvis Gratton.

Monique RÉGIMBALD-ZEIBER
Montréal

Un cercle infernal

M. Jacques Dufresne

Dans votre chronique sur l'homme bionique, vous écrivez «docteurs en mécanique ou en médecine». Je crois que vous faites un grand tort aux vrais mécaniciens qui, eux, ne soignent que des machines et font généralement bien leur travail. Si vous avez la malchance de tomber sur un incompetent, votre bourse seule en souffrira.

J'ai été outrée d'entendre au Point, le docteur Lamoureux et ses comparses parler de l'homme en «pièces détachées» avec une désinvolture cynique qui donne froid dans le dos. Des bienfaiteurs de l'humanité, ces médecins-là, l'élite de la société! Vraiment!

Il y a à quelque temps, à la même émission, une jeune femme de Montréal qui a subi une greffe cardiaque racontait en détail sa vie de «transplantée». Même si, étrangement, elle semblait croire qu'elle y avait gagné quelque chose, on ne peut que s'interroger de plus en plus sur la moralité et la vénalité des médecins qui pratiquent ces greffes. Par quel lavage de cerveau arrivent-ils donc à se persuader eux-mêmes, et à persuader leurs cobayes de se laisser ainsi charcuter?

On est même en droit de s'interroger carrément sur la raison de ces médecins. Voilà-t-il pas qu'on

parle maintenant d'un patient en attente de six greffes, pour lui tout seul. C'est de la folie furieuse.

Dernièrement aussi, *Le Point* toujours, si je ne m'abuse, présentait un reportage sur l'apparition sur le marché, à un rythme quasi démentiel, de nouvelles techniques, avec la conséquence qu'elles sont déjà désuètes au sommet de leur adoption.

Tous, infirmières, techniciens, médecins, ont fait état de leur manque de préparation, de leur impuissance, de leur inquiétude croissante devant l'impossibilité où ils sont de maîtriser toutes ces nouvelles techniques, des défaillances fréquentes de toute cette quincaillerie, avec les dangers que cela représente pour eux comme pour les patients, et mis en doute le bien-fondé même de tous ces changements.

Devant une telle situation, le seul espoir qui nous reste est que des personnes comme vous, y compris les travailleurs de la santé de plus en plus révoltés contre un système qui les écrase, unissent leurs efforts pour mobiliser l'opinion publique qui pourra seule forcer les gouvernements à rompre enfin le cercle infernal où nous sommes tous enfermés. Mais existe-t-il encore un espoir?

Mariana JOANIS
Hull

Les pharmaciens et le coût des ordonnances

Depuis quelques jours, les médias font grand état du conflit qui oppose les pharmaciens du Québec au ministère des Affaires sociales concernant les honoraires versés pour les ordonnances destinées aux personnes de l'âge d'or et aux assistés sociaux.

Dans ce débat, alimenté bien sûr par une bonne dose d'émotivité, j'ai entendu des gens affirmer que les pharmaciens n'hésiteraient pas à prendre les aînés et les assistés sociaux en otage pour forcer le gouvernement à trouver une solution au différend.

Quelle fausseté! Exploitant une pharmacie, je puis vous affirmer que je n'ai jamais songé un seul instant à prendre une telle initiative, ni même à la recommander.

Pourquoi, d'autre part, les pharmaciens devraient-ils prendre tout le blâme des inconvénients que devrait subir un groupe de Québécois alors que le ministère des Affaires sociales refuse de négocier de bon-

ne foi et cela depuis deux ans et demi.

Connaissez-vous un autre groupe de travailleurs qui accepterait sans se plaindre de ne pas avoir obtenu d'augmentation de salaire depuis deux ans et demi? Y a-t-il beaucoup de Québécois et Québécoises qui se résigneraient à être les moins bien payés de tous les travailleurs au pays?

Pourquoi alors le pharmacien québécois touche-t-il 3,52\$ pour chacune des ordonnances destinées aux gens âgés et aux assistés sociaux alors que la moyenne payée dans les autres provinces est de 5,50\$?

Les pharmaciens entendent continuer à servir leur clientèle d'une manière professionnelle mais ne veulent pas accepter d'être traités injustement par le ministère des Affaires sociales.

Jacques FORTIN
Saint-Léonard

le caber
Laurier
394, Laurier ouest.
Montreal 273-2484

Québec 85

« Il faut que vous teniez jusqu'à la dernière minute »

— JOHNSON

■ SAINT-JEAN-SUR-RICHE-LIEU — Pierre Marc Johnson a lancé, hier après-midi, un ultime message aux militants du Parti québécois. « Il reste 30 heures : c'est court, a-t-il dit. J'ai besoin que vous teniez ça jusqu'à la dernière minute parce que l'élection ne sera pas finie avant la fermeture des bureaux de scrutin. Non seulement on peut gagner, mais on doit gagner. Pour le Québec. »

MARIO ROY

Serein, toujours souriant, le chef du PQ était toujours convaincu d'avoir mené une belle campagne électorale, conforme à la nouvelle conception qu'ont les citoyens de la politique.

Néanmoins, au cours de toute cette journée, son geste favori aura été d'extraire de ses poches, à tout moment, quelques dollars de Monopoly... appelés à devenir en quelque sorte le symbole de toute l'argumentation que M. Johnson a développée face aux promesses du chef libéral.

En cette veille du scrutin, contrairement à son habitude, le premier ministre a même presque commenté les derniers sondages, en se disant d'avis que ceux-ci « ne correspondent pas à ce que nous, nous pouvons voir. »

Il a pris le temps d'aller donner un ultime coup de pouce au député péquiste de Saint-Jean, Jérôme Proulx, et à la candidate du parti dans Bourget, Yolande L'Écuyer.

Mais d'abord dans Anjou, le comté que représente M. Johnson à l'Assemblée nationale, où le PQ avait invité à un brunch quelque 500 de ses militants, en plus d'un nombre égal de bénévoles oeuvrant dans différents secteurs communautaires.

Il leur a dit : « Je veux diriger le Québec de la même façon et à partir des mêmes motivations que vous démontrez dans différents organismes. Le travail bénévole, c'est un signe encourageant de prise en main de votre avenir. »

Pierre Marc Johnson a eu devant ce parterre une phrase intéressante.

Soulignant les réalisations de son gouvernement dans son comté, M. Johnson a terminé l'énu-

mération en parlant des « deux CLSC qui sont en voie d'être finalisés et qui ont été annoncés : les décisions sont prises et je pense que ce ne sera pas annulé. Tant que je pourrai y faire quelque chose, je vous garantis que ça ne sera pas annulé... »

Dans Bourget, le premier ministre a ensuite visité une patinoire recouverte où évoluaient de jeunes hockeyeurs ainsi qu'un centre communautaire où il a serré la main à quelques dizaines de personnes âgées.

Dans Saint-Jean enfin, devant plus de 200 partisans, Pierre Marc Johnson a lancé une dernière charge contre Robert Bourassa.

Rappelant les périodes noires du début des années 70, M. Johnson a déclaré qu'à ce moment, « M. Bourassa n'avait même pas été capable de gouverner avec 102 députés ».

Trouvant une ultime ironie dans le fait que les libéraux sont associés, côté marketing, aux concepteurs qui ont créé le « secret » d'une certaine marque de bière, le chef péquiste a lancé : « Moi, je le connais, le secret de Robert Bourassa : ça fait bien de la broue, c'est enivrant, mais le lendemain matin, ça donne mal à la tête! »

Le comté de Saint-Jean, où le premier ministre aura clos sa campagne électorale, est, comme Terrebonne, un comté baromètre.

Là, M. Johnson a demandé aux électeurs de ne pas faire mentir cette réputation et d'élire le vétéran Jérôme Proulx. Il faut savoir deux choses : un, le « baromètre » de Saint-Jean s'est détraqué une fois, aux élections de 1936; ensuite, presque 50 ans plus tard, les observateurs donnent le libéral Pierre Lorrain gagnant contre son adversaire péquiste.

Bourassa se dit prêt à « servir le Québec »

■ C'est dans l'est de Montréal, ce château-fort péquiste, que le chef libéral Robert Bourassa a mis fin, hier, à sa campagne électorale.

YVON LABERGE

Devant un peu plus de 200 personnes réunies en début d'après-midi au Marché Maisonneuve, M. Bourassa a, pour une des rares fois, fait allusion à son purgatoire des neuf dernières années.

Depuis neuf ans, a-t-il dit en substance, c'est avec une détermination toute personnelle qu'il a reconquis son parti et c'est avec cette même détermination qu'il entend maintenant servir le Québec.

Parlant d'un balayage libéral dans l'est de Montréal, comme dans le reste du Québec, le chef libéral a presque avoué que ses deux premiers mandats à la tête des affaires de l'État ont été

marqués au signe de l'inexpérience.

« J'assumerai, cette fois, cette fonction de premier ministre avec plus d'expérience. Dans les prochains jours, a-t-il ajouté, je pourrai concrétiser des idées pour lesquelles je me bats depuis plusieurs années (...). Pour donner confiance à l'avenir. »

Critiquant au passage son adversaire péquiste qui, la veille, à Rouyn, avait dénoncé avec sévérité les années de pouvoir libéral de 1970 à 1976, M. Bourassa a dit de Pierre Marc Johnson qu'il est mauvais perdant.

« La campagne propre dont il parlait en début de course en a pris un coup. Si j'avais un conseil d'ami à lui donner, a-t-il expliqué, c'est de la terminer dans la dignité. » Confiant plus que jamais de l'emporter, il a conclu ainsi son exposé : « On (le Parti libéral) est préparé pour rebâtir

le Québec, dans l'unité et l'harmonie. »

En fin d'après-midi, c'est précédé d'un cortège de voitures et de camions que le chef libéral s'est représenté au Marché Maisonneuve pour haranguer une dernière fois ses partisans de l'est de la métropole.

En présence de quelque 400 militants venus de onze comtés de l'est de la ville, M. Bourassa a parlé de la journée d'aujourd'hui comme étant historique.

« On s'est battu pour faire gagner le Parti libéral; à compter de demain (aujourd'hui), on va se battre pour le Québec. »

Il a aussi rappelé que le Parti québécois n'a ménagé aucun effort pour le faire battre dans sa circonscription de Bertrand, « mais ils vont être déçus demain soir (ce soir) ».

En soirée, le chef de l'Opposition effectuait une dernière tournée de son comté de la Rive-Sud de Montréal.

Aujourd'hui, M. Bourassa se rend voter dans son comté de résidence, soit Outremont. Par la suite, il se rend dans Bertrand encourager ses organisateurs locaux.

C'est de sa résidence d'Outremont qu'il prendra connaissance du dévoilement des résultats du vote. Après quoi, il sera dans Bertrand pendant qu'il finira la soirée au Centre Pierre-Charbonneau, d'où il adressera aux Québécois son message de vainqueur ou de vaincu.



Cette photo fut prise samedi dernier dans les studios de la station radiophonique de langue anglaise CJAD, à Montréal, peu avant le dernier face à face des chefs Robert

Bourassa et Pierre Marc Johnson. Beaux joueurs, ils ont échangé une dernière poignée de mains. Aujourd'hui, c'est au tour du peuple de s'exprimer. photo PC

Côté a reçu 80 plaintes

■ QUÉBEC — Près de 80 plaintes ont été adressées au directeur général des élections, Pierre F. Côté, concernant des irrégularités relevées par des organisations politiques chez des candidats rivaux.

Selon M. Côté, une dizaine ou une quinzaine de plaintes peuvent être qualifiées de très sérieuses. Des poursuites seront d'ailleurs intentées dans les prochaines semaines ou les prochains mois.

Cependant, le directeur général des élections n'entrevoyait pas, pour l'instant, que certaines plaintes puissent conduire à la disqualification de candidats qui seront élus aujourd'hui. « Pour l'instant, je ne le crois pas », a-t-il indiqué, ajoutant qu'il faut une manœuvre électorale frauduleuse pour qu'un député soit disqualifié.

Les plaintes portées jusqu'à maintenant ont notamment trait à des dépenses non autorisées, au financement de la campagne et à la révision des listes électorales.

La décision d'intenter une poursuite incombe au directeur général des élections, qui tient compte du sérieux de la plainte, de la possibilité de gagner devant les tribunaux et de la valeur d'exemple de la poursuite.

— Presse Canadienne

Les vingt-cinq comtés à surveiller

■ QUÉBEC — Une élection générale passionne la majorité des électeurs et il y a toujours des comtés où les luttes sont plus intéressantes.

Voici une liste des comtés à surveiller en ce 2 décembre, jour d'élections au Québec :

■ BERTRAND : le chef du parti libéral Robert Bourassa tente de se faire réélire dans cette circonscription de la Rive-Sud de Montréal contre Jean-Guy Parent, ministre fraîchement nommé. On y décrit la lutte comme épique.

■ TAILLON : C'est le comté de l'ex-premier ministre René Lévesque que tente de conserver au Parti québécois Claude Filion, un organisateur qui a travaillé pour l'ancien chef du PQ.

■ TERREBONNE : Ce comté a la réputation d'avoir toujours voté du bon bord.

■ SAINT-JEAN : Ce comté a également la réputation de voter « du bon bord ». Le député Jérôme Proulx ne faisait pas l'unanimité comme candidat péquiste.

■ SAINT-LOUIS : Acquis aux libéraux, ce comté a fait les manchettes avec la réputation du député Harry Blank qui fait campagne comme indépendant.

■ BOURGET : L'ancien comté de Camille Laurin où s'affrontent notamment Yolande L'Écuyer (PQ) et Claude Trudel (PLQ).

■ SAINT-JACQUES : Match revanche entre André Boulerice (PQ) et Jean-François Viau (PLQ) dans l'ancien comté de Claude Charron. Le chef du Parti indépendantiste Denis Monière s'y présente également.

■ DEUX-MONTAGNES : L'ex-député péquiste Pierre de Bellefeuille s'y représente, cette fois sous la bannière du Parti indépendantiste.

■ SAINT-HENRI : Le libéral Roma Hains, qui avait arraché le comté par 71 voix en 1981, affronte Francine Lalonde du PQ.

■ L'ASSOMPTION : Ex-comté de Jacques Parizeau où on retrouve notamment le chef du Parti conservateur André Asselin qui avait fini deuxième lors d'élections partielles, avec 30 p. cent des votes. Bernard Bastien est candidat du PQ et Jean-Guy Gervais, celui du PLQ.

■ JOLIETTE : Le comté du ministre Guy Chevrette où fait campagne pour le Parti libéral l'ancien président de la CSN, Donatien Corriveau.

■ LOUIS-HÉBERT : Le PQ y a envoyé Louise Beaudoin, ex-députée du Québec en France, pour faire la lutte à Réjean Doyon, député sortant. On y retrouve également le chef du NPD-Québec, Jean-Paul Harney.

■ JEAN-TALON : Le constitutionnaliste Gil Remillard tente de conserver ce comté aux libéraux contre Ghislain Théberge, un ancien sous-ministre.

■ TROIS-RIVIÈRES : La nouvelle ministre aux relations avec les citoyens, Rollande Cloutier, tente de s'y faire élire pour une première fois.

■ ROSEMONT : Une autre ministre qui a accédé au cabinet récemment, Lise Denis, responsable de la condition féminine, tente de s'y faire élire.

■ VANIER : Jean-François Bertrand, un pilier du PQ, y a même sans doute la plus âpre bataille de sa carrière politique contre Jean-Guy Lemieux (PLQ).

■ LA PELTRIE : Comté de la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, Pauline Marois qui fait face au libéral Lawrence Cannon.

■ LOTBINIÈRE : Comté du

ministre de l'Industrie et Commerce, Rodrigue Biron.

■ CRÉMAZIE : Comté du ministre Guy Tardif élu en 1981 avec une majorité de 1 583 voix.

■ MAISONNEUVE : Louise Harel tente de conserver son comté de l'Est de Montréal.

■ MERCIER : Comté de Gérard Godin, qui avait battu Robert Bourassa en 1976.

■ MONTMORENCY : Le candidat conservateur Yvon Careau, qui a travaillé avec le député péquiste sortant Clément Richard, se présente entre deux jeunes fiscalistes.

■ CHARLEVOIX : Ce comté est celui qu'a longtemps représenté le libéral Raymond Mailoux. Sa majorité n'a été que de 799 voix à la dernière élection.

■ LÉVIS : Où le ministre de l'Agriculture et candidat déchu au leadership de son parti, Jean Garon, sollicite un troisième mandat.

■ DUPLESSIS : Le péquiste sortant Denis Perron et son adversaire libéral André Maltais y sont connus comme deux hommes forts.

— Presse Canadienne

Où est Lévesque?

■ En cette journée d'élection où se décide le sort du Parti québécois, les membres du parti créé en 1968 ne pourront compter sur son fondateur pour célébrer la victoire ou pleurer la défaite.

En effet, René Lévesque — qui s'est retiré en septembre dernier — n'a pas attendu le lendemain des élections pour quitter le Québec, et à l'heure actuelle, nul ne sait où se trouve exactement.

« La dernière fois que j'ai entendu parler de lui, il était en Grèce », rapporte Gilles Émond, attaché de presse de Pierre Marc Johnson.

« Il est peut-être en Égypte ou en Scandinavie, de dire Line-Sylvie Perron, l'attachée de Lévesque chargée de son courrier, mais de toute façon, il ne peut être joint ».

Où qu'il soit, plusieurs personnes attendent son retour, y compris l'éditeur Jacques Fortin, à qui il doit fournir une ébauche du manuscrit de son autobiographie.

M. Fortin, président des éditions Québec-Amérique, a promis une avance de \$100 000 à M. Lévesque pour son autobiographie. Tout ce que M. Fortin sait, c'est que ce vieux renard imprévisible doit revenir avant le 12 décembre.

« D'ici là, une centaine de pages devraient être prêtes », ajoute l'éditeur.

M. Fortin était à Paris quelques jours après l'arrivée de M. Lévesque dans cette ville. Armé des billets d'avion et des coupons d'hôtel valant \$25 000 que lui ont offerts en cadeau les membres du PQ à l'occasion de son départ, l'ex-premier ministre entreprenait un voyage de deux mois en Europe.

L'autobiographie de M. Lévesque doit être publiée simultanément en français et en anglais dès l'automne 1986. Radio-Canada songe également à en obtenir les droits pour en faire une série télévisée.

— Presse Canadienne

OUTRE LE PQ ET LE PLQ, DOUZE FORMATIONS PRÉSENTENT DES CANDIDATS

Les tiers partis ne devraient recueillir que 10% des voix

■ QUÉBEC — En plus des deux grands partis qui sollicitent aujourd'hui l'appui des Québécois et des Québécoises, il en est 12 autres, un nombre record, qui tentent, à des degrés divers, de se tailler une place sur la carte électorale.

ROBERT LEFEBVRE de la Presse Canadienne

À la dernière élection générale, celle d'avril 1981, ils n'étaient que 8 à former le groupe qu'on désigne généralement sous le vocable de tiers partis.

Selon les sondages, moins de 10 p. cent des électeurs s'approprient à accorder leurs votes à l'ensemble de ces partis plus ou moins marginaux.

Le Parti progressiste-conservateur du Québec et le Nouveau

Parti démocratique devraient recueillir la majeure partie de ces maigres suffrages, alors que le Parti indépendantiste, l'Union nationale et le Parti du socialisme chrétien n'amassent probablement que des votes disséminés.

Une position

Le Parti conservateur d'André Asselin tente, avec le NPD de Jean-Paul Harney, de se positionner en vue d'un prochain scrutin.

Ces deux formations cherchent à arracher des deuxième places ou de faire élire au moins un candidat afin de bénéficier, à la prochaine campagne, des avantages consentis par la Loi électorale.

M. Asselin, qui a terminé deuxième à l'élection complémentaire de juin dernier dans L'Assomption, avec 30 p. cent des voix exprimées, espère rééditer cette

marque. Il serait par ailleurs le plus heureux du monde s'il réussissait à faire élire à l'Assemblée nationale un seul des 48 candidats qu'il présente.

Pour lui, la partie ne fait que commencer. Cette campagne lui a donné l'occasion de bâtir un parti de la troisième voie, de se merger en prévision du prochain scrutin, se plaît-il à répéter.

M. Asselin accuse les conservateurs fédéraux d'avoir saboté sa campagne, malgré la promesse faite par M. Mulroney de rester neutre au cours de cette lutte électorale. Sans cette obstruction des conservateurs fédéraux, son parti aurait présenté près d'une centaine de candidats, affirme-t-il.

Une première fois

Le Nouveau parti démocratique du Québec, qui tente sa chance

pour la première fois sur la scène québécoise, n'a guère plus de chances de faire élire un seul de ses 90 candidats.

Le NPD-Québec est dirigé par Jean-Paul Harney, un vieux routier de la politique, qui se présente dans Louis-Hébert.

Lui non plus ne se fait pas d'illusions. Son objectif en faisant campagne est de se faire connaître, lui et son parti.

D'un enthousiasme inébranlable, Jean-Paul Harney considère comme un exploit le fait qu'il ait pu présenter autant de candidats pour une première bataille, sans avoir les ressources financières des grands partis.

« Nous sommes partis de zéro », se plaît-il à répéter. Élu ou pas aujourd'hui, M. Harney a l'intention de demeurer près de

l'activité politique et interroger le gouvernement.

L'Union nationale, avec son nouveau chef André Léveillé, tente encore une fois de renaitre au Québec, après bien des péripéties.

Après la performance enregistrée en 1976 par Rodrigue Biron (il avait fait élire 11 députés), ce parti a été complètement éliminé de la carte électorale en 1981. Jean-Marc Béliveau en a assumé la direction pendant quelques années puis c'est André Léveillé qui réalise enfin son rêve de présider cette formation.

Lui-même ancien député unionniste de 1968 à 1970, André Léveillé tente de se faire élire dans le même comté de Maisonneuve.

Son parti présente cette fois des candidats dans seulement 19 circonscriptions.

Le Parti indépendantiste, formé récemment pour accueillir les « orthodoxes » du Parti québécois, n'a pas réussi à attirer l'attention au cours de cette campagne.

Son chef, Denis Monière, a fait campagne dans Saint-Jacques. Du groupe des dissidents, seul le député Pierre de Bellefeuille a joint les rangs de cette formation, qui compte également Gilles Rhéaume et quelques autres croisés de l'indépendance. Au total, 39 candidats portent la bannière du PI.

Enfin, le Parti du socialisme chrétien, une toute nouvelle formation politique, a surpris tout le monde en présentant autant de candidats, 109 au total. Depuis lors, cependant, cinq d'entre eux se sont désistés.

À COMPTER DE MERCREDI

La conduite en état d'ébriété sera punie plus sévèrement

■ OTTAWA (PC) — Les gens qui prennent le volant en état d'ébriété auront plus qu'une gueule de bois le lendemain de la veille. En effet, à compter de mercredi les peines minimales pour la conduite en état d'ivresse passeront de \$50 à \$300 d'amende.

La peine maximum pourra être un séjour de six mois en prison avec une amende de \$2 000.

Et ceux qui n'ont pas appris la leçon du premier coup seront emprisonnés pour au moins deux se-

maines, alors que, pour ceux qui recommenceront une troisième fois, l'emprisonnement sera d'au moins 90 jours.

À la première condamnation se rattache également une suspension de trois mois du permis de conduire, tandis qu'à la deuxième la suspension durera au moins six mois. La suspension du permis pourrait être plus longue, selon ce que chaque province aura imposé.

La Nouvelle-Écosse, quant à elle, adoptera la ligne dure, avec une suspension automatique d'un

an pour la première infraction et de deux ans pour les infractions subséquentes. L'Ontario a proposé les mêmes sanctions et on espère que le projet de loi sera adopté d'ici Noël.

Tests obligatoires

La nouvelle loi permettra également aux policiers de forcer les contrevenants à subir des prises de sang, advenant l'impossibilité de procéder à des alcootests.

Les suspects qui refuseraient de se livrer à un de ces tests feront face aux mêmes pénalités

que ceux qui seront reconnus coupables d'ivresse au volant.

La loi prévoit également des sanctions pour les conducteurs en état d'ébriété qui blessent ou tuent quelqu'un mais qui ne sont pas reconnus coupables de négligence criminelle. Dans le premier cas, si l'accident fait un ou des blessés, le contrevenant pourrait écoper d'un maximum de 10 ans de prison. Dans le second cas, si l'accident cause un ou des morts, le contrevenant serait emprisonné pour un maximum de 14 ans.

Diane Hébert: état stable

■ La Montréalaise Diane Hébert repose toujours dans un état critique mais stable au Toronto General Hospital. « Présentement ça va bien, mais il y a des hauts et des bas », a déclaré hier sa soeur Claudette Bigras, jointe alors qu'elle faisait les cent pas dans la salle d'attente de l'institution.

Diane Hébert, 28 ans, a reçu un nouveau cœur et de nouveaux poumons dans la nuit de lundi à mardi dernier, puis a dû subir une deuxième intervention mercredi soir pour enrayer une hémorragie interne.

Diane n'est pas encore vraiment réveillée, elle est plutôt à demi-consciente, explique sa soeur. Mme Bigras, à l'instar des autres membres de la famille, respecte la consigne du silence imposée par le médecin sur la santé de Diane. Cela se comprend, dit-elle, car son état se modifie souvent très vite, et ce qu'on pourrait dire à un moment précis ne serait plus nécessairement vrai une demi-heure plus tard.

L'amour dans la voiture de Mme Thatcher

■ LONDRES (AFP) — Une enquête officielle a été ouverte hier à la suite des révélations d'une jeune femme qui affirme avoir fait l'amour dans une des voitures officielles de Mme Margaret Thatcher avec le chauffeur du ministre britannique des Affaires étrangères.

« Cela ne s'est passé qu'une fois dans la voiture de Mme Thatcher, mais je ne compte pas le nombre de fois où nous avons fait l'amour dans la voiture de Sir Geoffrey Howe » (le secrétaire au Foreign Office), a déclaré Mme Patreen Perry, 33 ans, à l'hebdomadaire à sensation News of the World.

La jeune femme, qui était employée du ministère des affaires étrangères, a précisé à l'hebdomadaire qu'une des limousines noires de Mme Thatcher avait été prêtée à Sir Geoffrey, car la voiture du ministre n'était pas disponible.

« Il y avait deux téléphones à l'avant, a-t-elle précisé. L'un marqué « 10 Downing Street » (la résidence officielle de Mme Thatcher), l'autre « Scotland Yard ». « Que se serait-il passé si j'avais été une espionne ou une terroriste? J'aurais pu placer des micros ou une bombe dans la voiture du premier ministre... »

« Nous faisons tout le temps l'amour », a dit la jeune femme, qui se venge d'avoir été abandonnée par son amant. « Nous devions partir pour vivre ensemble, mais quand je suis tombée enceinte, il a changé d'avis ».

Mme Perry a démissionné du ministère, mais le chauffeur, Peter Smithson, 51 ans, est toujours en poste, selon News of the World.


Voici le tout nouveau


INVESTICOMPTÉ AVEC CHÈQUES




Faites plus d'argent... et des chèques sans frais!

Oui, ça compte vraiment! Car avec le tout nouveau Investicompte avec chèques de la Banque de Montréal, vous pouvez bénéficier d'un intérêt à taux d'investissement élevé et faire autant de chèques que vous le voulez, sans frais. Oui, ça compte vraiment, car vous profitez...

 d'un intérêt à taux d'investissement élevé sur les soldes de plus de \$3 000

 d'un taux d'intérêt d'épargne intéressant sur les soldes de \$500 à \$3 000

 de chèques sans frais quand vous maintenez un solde mensuel minimum de \$500.

Ça compte vraiment car, en plus, ce compte spécial est offert en fonds canadiens et en fonds américains. Alors, passez vite vous renseigner à la succursale de la Banque de Montréal la plus près! Profitez-en pour ouvrir un Investicompte avec chèques de la Banque de Montréal et commencez à gagner plus d'argent dès aujourd'hui!



Banque de Montréal

Toujours plus pour vous

*Taux en vigueur en date d'aujourd'hui. Peut être modifié sans préavis. Ce taux ne s'applique qu'aux soldes de plus de \$3 000 (taux d'intérêt annuel, calculé chaque jour et payé chaque mois).

Aujourd'hui,
le taux d'intérêt
d'investissement
est de

7 1/4 %*

CLINIQUE D'OPTOMÉTRIE

Dr JACQUES TARDY, o.d.
Dr LIONEL RENAUD, o.d.
Dr JACQUELINE TARDY, o.d.

EXAMEN DE LA VUE - VERRES DE CONTACT

1411, rue AMHERST,
angle Sainte-Catherine
527-8978

RENAULT LANCE SES MODÈLES 86 AVEC UNE OFFRE DE REMBOURSEMENT* JUSQU'À 1000\$:



Les toutes nouvelles Alliance et Encore 1986.

- Nouvelle ligne aérodynamique
- Nouveau système d'injection d'essence
- Remix sur le moteur de 1.4 litre
- Nouveaux phares à halogène jumelés
- Nouvelle calandre à profil surbaissé
- Chauffage plus puissant à l'arrière
- Une des meilleures garanties au Canada
- Système d'entrée sans clé
- Sièges-baquet à dossiers à pétales, habillés de tissu «Premiere»

REMBOURSEMENT DE:

Alliance décapotable	1985/86	1000 \$
Encore GS	1986	700 \$
Encore LS/Alliance DL	1986	600 \$
Encore S/Alliance L	1986	500 \$
Alliance de base	1986	300 \$

- Nouvelle instrumentation de type analogique
- Suspension améliorée, avec amortisseurs à gaz sous pression à l'arrière
- Options offertes
- Moteur de 1.7 litre (ACT) et injection d'essence
- Chaîne de son Premium à six haut-parleurs
- Régulateur de vitesse

Crédit offert



* Cette offre est valable uniquement pour les véhicules identifiés et décrits, achetés et livrés à un acheteur au détail entre le 1^{er} novembre et le 7 décembre 1985. Toute personne qui achète au détail un de ces véhicules admissibles chez un concessionnaire participant, et qui choisit de recevoir un remboursement en argent, ne pourra bénéficier du financement de 8,5% accordé par American Motors. Pour plus de détails, voir votre concessionnaire participant.

VOYEZ VOTRE

CONCESSIONNAIRE RENAULT / JEEP SANS TARDER.



Edward Leonard combattra désormais le terrorisme

■ BEISEKER, Alberta (d'après CP) — M. Edward Leonard, dont la femme et le jeune fils ont été tués lors du détournement d'un avion égyptien, dit que sa mission dans la vie consistera maintenant à combattre le terrorisme.

« J'ai reçu un terrible leçon en perdant ma famille mais je crois que quelque chose d'utile peut être tiré de cette expérience », a dit M. Leonard en s'adressant aux journalistes après les funérailles de sa femme, Valinda, et de son fils Andrew, qui était âgé de 16 mois. Les funérailles ont eu lieu samedi à Beiseker, en Alberta, lieu de résidence de la famille Leonard.

« Ce que j'ai vu n'était pas très joli et ne je crois pas que cela devrait arriver à des gens qui voyagent dans le monde pour se rendre visite », a-t-il ajouté.

Il a précisé qu'il veut maintenant formuler ses pensées par écrit sur les façons de combattre le terrorisme et les faire parvenir ensuite au gouvernement fédéral.

65 p. cent des crimes, non déclarés aux USA

■ WASHINGTON (d'après UPI) — Au moins 65 p. cent de tous les crimes commis aux États-Unis ne sont pas déclarés à la police. Dans la plupart des cas, les victimes disent que le crime n'était pas suffisamment grave pour alerter la police.

L'étude indique que des quelque 37,1 millions de crimes commis aux États-Unis en 1983 — les statistiques de l'an dernier ne sont pas encore disponibles — seulement 35 p. cent ont été signalés à la police.

Ce rapport a été préparé par le département de la statistique du Bureau de la justice.

Pour sa part, M. Joe Clark, ministre des Affaires extérieures, qui assistait aux funérailles des deux victimes du détournement d'avion, a dit qu'il était disposé à rencontrer M. Leonard pour discuter avec lui de la lutte au terrorisme.

« L'un des défis que nous devons relever consiste à faire comprendre aux gouvernements que ces événements résultent en drames personnels », a dit M. Clark.

« Nous savons désormais que nous avons à nous protéger. Le terrorisme n'a pas de frontières. Et aucun pays n'est à l'abri des terroristes », a ajouté M. Clark.

Celui-ci a de plus indiqué que le gouvernement fédéral allait envoyer une délégation à Bonn, en République fédérale allemande, dans environ deux semaines pour discuter des mesures à prendre pour combattre le terrorisme international.



Edward Leonard

Lasero-photo CP

ÉCOLE D'INFORMATIQUE
MARSAN
1600, Berri (Palais du Commerce) Suite 3116, Montréal H2L 4E4 (Metro Berri-de Montigny)

POUR UNE CARRIÈRE EN INFORMATIQUE

PROGRAMMEUR/ANALYSTE (12 mois) | NIVEAU COLLÉGIAL
PROGRAMMEUR (8 mois) | PRÊTS DU GOUVERNEMENT

Prochaine session: 20 jan. 86 — Prospectus gratuit: 842-8643

École de photographie
MARSAN INC.
1600, Berri (Palais du Commerce) Suite 3116, Montréal H2L 4E4 (Metro Berri-de Montigny)

DEVENEZ
PHOTOGRAPHE
AMATEUR OU PROFESSIONNEL

Cours de jour et de soir: Niveau collégial
Temps partiel et temps complet. | Prêts du gouvernement

Prochaine session: 6 jan. 86 — Prospectus gratuit: 842-8643

LE NUMÉRO UN DE L'INFORMATION

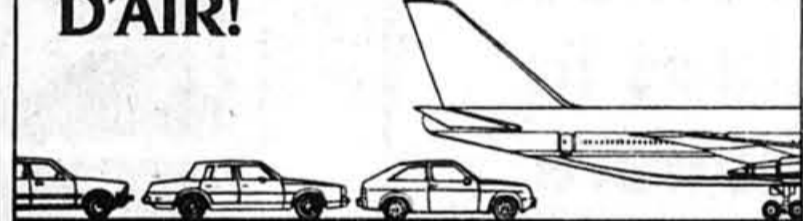
- Pour tout savoir
- Une équipe crédible
 - Une équipe active
 - Une équipe présente

Ce soir dès 19h00 et demain dès 7h45
LES ÉLECTIONS
avec Michel Viens et son équipe

on est fait pour vivre ensemble

CKAC 73

L'AÉROPORT DE DORVAL A CHANGÉ D'AIR!



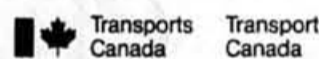
Voilà, c'est terminé! Notre nouveau stationnement étagé est ouvert, nous avons amélioré le réseau routier, l'aérogare a été complètement rénovée et nous sommes prêts à vous recevoir!

Le nouveau garage peut accueillir 2000 voitures et les deux passages piétonniers protégés vous permettent l'accès rapide à l'aérogare... beau temps, mauvais temps.

Nous vous remercions de la compréhension que vous avez manifestée durant ces travaux et espérons que ce nouvel accueil rendra vos déplacements plus faciles et plus agréables.

Pour plus d'informations, composez le (514) 636-5921. Nous sommes à votre service.

AÉROPORT INTERNATIONAL DE MONTRÉAL-DORVAL



Canada

Donnez 5 minutes de vos nouvelles

Du lundi au vendredi, dès 18h, l'interurbain Bell est réduit d'au moins un tiers, dans toutes les régions que dessert Bell Canada, au Québec et en Ontario.

Profitez-en pour donner 5 minutes de vos nouvelles, ça fait un grand plaisir à petit prix.

Montréal - Québec 2,01\$*

*les 5 minutes, du lundi au vendredi, de 18h à 23h, avec l'interurbain automatique

L'efficacité passe par Bell

Membre du réseau national Telecom Canada

Bell

Vers une nouvelle hausse du prix de l'essence?

Le prix de l'essence a augmenté de trois dixièmes de cent dans quelques stations services au cours du week-end. La plupart n'avaient pas suivi le mouvement hier, mais risquent d'emboîter le pas aujourd'hui. Le Québec détient encore le championnat canadien du prix de l'essence, et gardera vraisemblablement ce douteux privilège même après le premier janvier, alors qu'Ottawa augmentera sa taxe d'un cent le litre.

photo Robert Mailloux, LA PRESSE



GBS GENERAL BEARING SERVICE POULIES A COURROIES
 1326, rue Notre-Dame Ouest
 8759, rue Hochelaga
 6909, rue Jarry Est
 1918, boul. des Laurentides
 805, boul. Sainte-Foy (Longueuil)
 120A, boul. Sainte-Croix (Saint-Laurent)
 (coin Saint-Philippe)
 OUVERT LE SAMEDI AVANT-MIDI 937-7423

SERAY AUTO INC.
HYUNDAI STELLAR
 CHAMBLY 658-4482

SIMPSON

VISEZ JUSTE

avec ces beaux cadeaux Simpson!



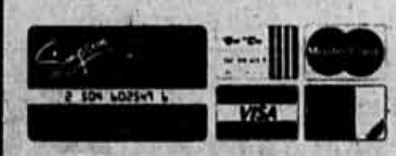
- JUMELLES "BUSHNELL" de fabrication soignée. Dispositif "Insta Focus" pour images claires. Etui, objectif, bandoulière inclus.
1. ÉCONOMISEZ \$5 - Jumelles "Ensign" standard, 7 x 35 mm. Idéales pour joutes sportives et en voyages. No 7305. Ord. Simpson S44. **Vente, 39.99**
 2. Jumelles "Sportview", 8 x 40 mm. Grand angulaire standard. Construction monopiece. No 8465. **Valeur Simpson, \$99**
 3. Jumelles 7-15 x 35 mm. zoom. Pour rapprochements instantanés. No 7015. **Valeur Simpson, \$99**
 4. Jumelles compactes 7 x 35 mm "Citation". Légères et puissantes! Idéales pour joutes sportives ou spectacles. No 3407. **Valeur Simpson, 29.99**
- BONS ACHATS! APPAREILS "POLAROID" POUR PHOTOS INSTANTANÉES. Tous vos bons moments sur de belles photos développées en quelques minutes. 2 films cadeaux inclus.
5. "Sun 600". Flash intégré, mise au point automatique. Système luminosité de conception avancée. **Valeur Simpson, 49.99**
 6. "SUN 660". Avec mise au point au sonar! Rapprochements automatiques jusqu'à 2 pi du sujet. **Valeur Simpson, 89.99**
- APPAREILS PHOTO 35 MM AUTOMATIQUES "FREEDOM" DE "MINOLTA". Fonctions automatiques: mise au point, contrôle de l'exposition, chargement du film, réglage de la vitesse, chargement du flash et rembobinage du film.
7. "FREEDOM I". Mise au point sans souci - sujets clairs de 5 pi à l'infini. **Valeur Simpson, 99.99**
 8. "FREEDOM II". Mise au point automatique: 2.1 à l'infini. Mise au point juste même à la nuit. **Valeur Simpson, 149.99**
9. NOUVEAUTÉ! "TELE DISC" DE "KODAK". Objectifs de haute qualité: f/4.0 et télé-objectif f/5.6. Exposition et advancement du film automatiques; flash intégré. **Valeur Simpson, 49.99**
10. ÉCONOMISEZ \$5 - "EKTRALITE 10" DE "KODAK". Flash électronique, objectif à mise au point pré-réglée. Réglage automatique pour film 100 ou 400. Ord. Simpson 34.99. **Vente, 29.99**
11. ENS. "PLUSPACK" DE FILMS COULEURS CP 135-24 DE "KODAK". Comprend 3 rouleaux de films et coupon remise de \$2. **Valeur Simpson, 9.99**
12. ENSEMBLES PILES "DURACELL". Au choix, 4.99
 4 piles format "D", format "C" ou 6 piles format "AA" ou 2 piles 9 volts.
13. FOURRE-TOUT POUR ACCESSOIRES PHOTO. Pour la plupart des appareils 35 mm, objectifs et accessoires. **Valeur Simpson, 29.99**

Achat en personne seulement
 Caméras, 210, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.



Hé les enfants... venez rencontrer le père Noël au Pays des jouets centre-ville, au 7e!

Heures:
 Du lundi au mercredi, de 11 h 30 à 14 h 30
 Jeudi et vendredi, de 11 h 30 à 14 h 30 et de 18 h à 20 h
 Samedi, de 11 h 30 à 16 h 30



À Noël Simpson c'est bien moi

Les dangers du SIDA enseignés dans les écoles de New York dès février 1986

■ NEW YORK (d'après UPI) — M. Nathan Quinones, responsable des écoles de la ville de New York, a fait savoir hier que les professeurs de la métropole américaine allaient renseigner les jeunes des dangers du SIDA dans les cours d'éducation sexuelle et ce, dès février prochain.

« Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre du temps, si l'on songe à la dissémination de cette terrible maladie », a dit M. Quinones au cours d'une interview.

Cependant, des leaders religieux et politiques ont réagi négati-

tivement dès l'annonce des intentions de M. Quinones, arguant que l'éducation à propos du SIDA allait conduire aux familiarités et aux expériences sexuelles parmi les quelque 946 000 élèves qui fréquentent les 1 000 écoles de la ville.

Pour sa part, M. Quinones a précisé qu'il avait avisé les membres de la commission scolaire de son intention de faire éduquer les jeunes des dangers du SIDA, ajoutant que cette éducation serait donnée dans le cadre du programme de « vie familiale et d'éducation sexuelle ».

Un cours pour aider les étudiants à vaincre l'anxiété causée par les maths

■ VANCOUVER (D'après CP) — Ayant surmonté sa « hantise des maths », Sheila Tobias estime maintenant que les mathématiques sont trop plaignantes pour qu'on en laisse l'usage qu'aux seuls mathématiciens.

Auparavant, Mme Tobias avait une telle peur irrationnelle des mathématiques et une telle hantise d'échouer dans ce domaine qu'elle n'a pas ouvert un livre de maths entre ses années du secondaire et ses 40 ans bien sonnés.

Aujourd'hui, les chiffres n'ont plus de secret pour elle et Mme Tobias offre même un cours pour aider les autres à surmonter leur inaptitude aux maths, laquelle se traduit par des senti-

ments de panique, de désorganisation et d'impuissance.

Par ailleurs, son livre, *Overcoming Math Anxiety*, s'inspire du principe que si quelqu'un peut réussir dans un autre domaine, cette même personne peut avoir du succès en maths.

Professeur à l'Université de l'Arizona, auteur de deux livres et de 150 articles, Mme Tobias a changé l'approche traditionnelle en ce qui concerne l'enseignement des maths.

D'abord, dit-elle, l'anxiété est créée par un grand nombre de facteurs sociaux, dont le mythe et l'intimidation.

Dans ses cours, Mme Tobias aide d'abord les étudiants à trouver l'origine de leur dédain

des maths, partant du principe que les gens étudieront mieux s'ils comprennent mieux leurs sentiments.

Puis, elle fait comprendre aux étudiants qu'ils ont des droits, dont celui de travailler à leur propre rythme, celui de demander de l'aide, celui d'évaluer leurs professeurs, et même celui de continuer à ne pas aimer les maths.

« Mais la hantise des maths peut être ruineuse », dit-elle. « Il arrive souvent que l'attitude face aux maths prend une plus grande importance à mi-carrière et très souvent, les parents, les enseignants et les conseillers ne vous touchent pas mot de ça. Et c'est une grave omission », conclut-elle.

L'amour n'a pas... d'âge

■ TEL AVIV (AFP) — Le cheikh Salem-Al Assam, 80 ans, un des notables des tribus bédouines du Neguev a épousé vendredi Mlle Fatmah Sayer, de Hebron (Cisjordanie) de soixante ans sa cadette, rapportait hier le quotidien israélien Maariv.

Le journal qui consacre un reportage à cette cérémonie, précise que le vieillard a versé une dot de 16 millions de shekels (\$11 000) pour obtenir l'assentiment des parents de la jeune fille. Celle-ci a été accueillie au domicile du cheikh par les femmes, enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants du marié.

Le journal ajoute que le lendemain, les épouses du sheikh ont « interrogé la mariée et appris avec fierté que le mariage avait été consommé et que l'honneur du clan était sauf ».

SIMPSON

AU GENS DU

TROISIÈME ÂGE...

JOYEUX NOËL!

Venez au plus vite et

ÉCONOMISEZ
10%

SUR PRESQUE TOUS VOS
ACHATS
DURANT LES JOURS DU
TROISIÈME ÂGE CHEZ
SIMPSON!

Mercredi et jeudi,
les 4 et 5 décembre.

Entourez bien ces deux jours sur votre calendrier, dressez votre liste de cadeaux et rendez-vous au magasin Simpson le plus près de chez vous pour réaliser de formidables économies! Pensez-y... vous faites d'une pierre deux coups: vous pourrez finir toutes vos emplettes de Noël tout en économisant 10%... c'est à ne pas manquer!

La sélection? Elle est sensationnelle! Modes dernier-cri, jouets recherchés, articles de sport à bons prix et beaucoup plus encore.

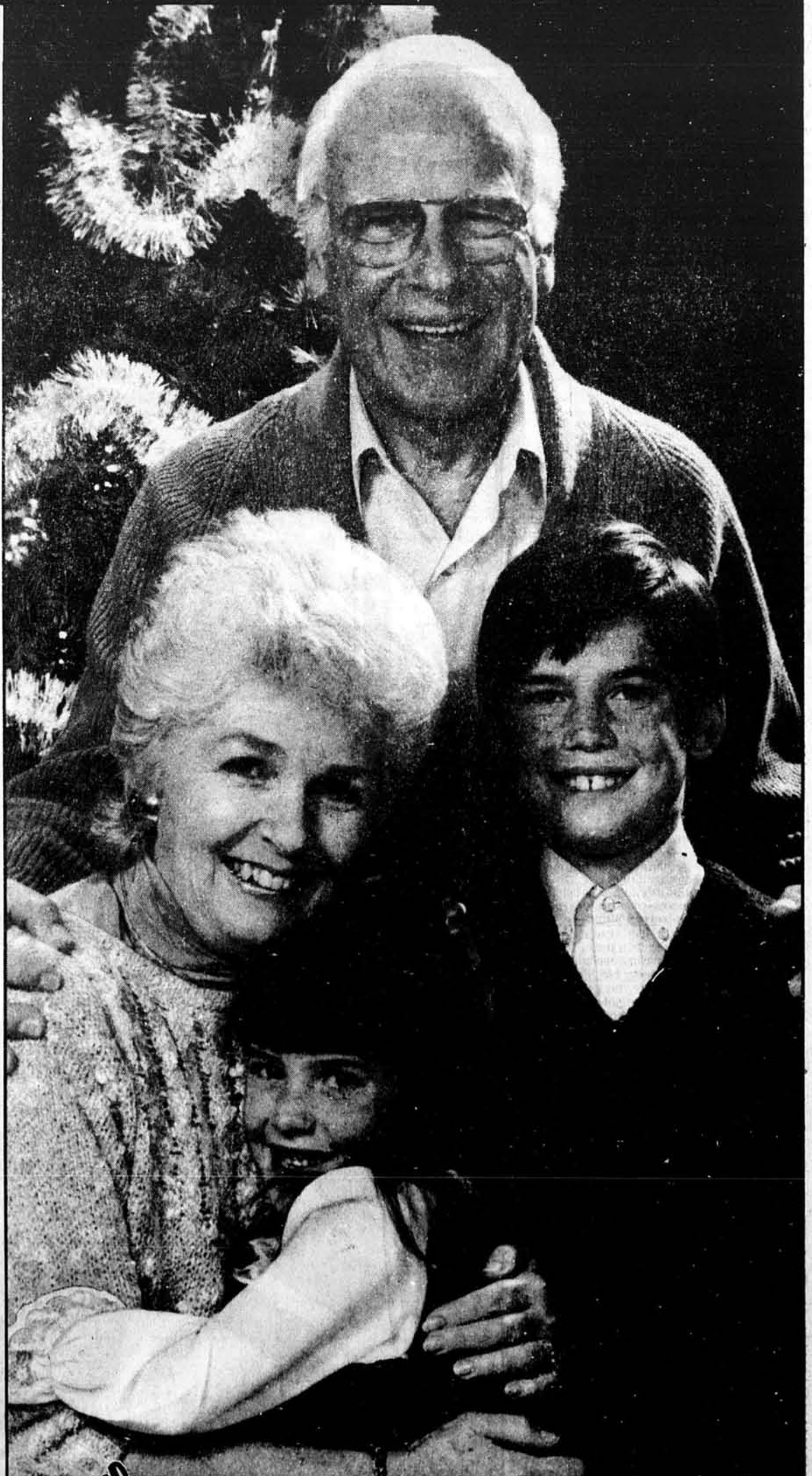
Pour profiter de cette économie, il vous suffit d'apporter votre certificat de naissance, carte d'assurance maladie, carte STCUM pour gens du troisième âge ou permis de conduire indiquant votre âge (65 ans et plus). Vous recevrez également en cadeau un sac pour vos achats.

Et pour couronner votre journée d'économies, réglez-vous dans un de nos restaurants et économisez également 10% (boissons alcoolisées non incluses).

EXCEPTIONS:

Produits de beauté et fragrances, stéréos, téléviseurs et radios, appareils électroménagers, fourrures, agence de voyages Simpson, tabac, boissons alcoolisées dans nos restaurants, assurance "Allstate", innovations en informatique, Boutique "Dunhill", certificats cadeaux, réparations des bijoux et montres, billets de loterie, bureau de poste, Service Simpson d'impôt sur le revenu. Une liste complète des exceptions sera affichée au magasin Simpson le plus près de chez vous.

ACHAT EN PERSONNE SEULEMENT



À Noël

Simpson c'est bien moi